Des frères Ducret à Paul-Louis Durand: Les grands gardiens et les petits serviteurs de l'ordre bourgeois

Hebdomadaire - paraît le samedi - Nº. 637 - 16 août 1980 - prix : 5 F

les vacances, à la recherche de la liberté

p. 8 et 9

Dans toute la France, des milliers de travailleurs en lutte:



pourquoi séparément?

sommaire

En France

Page 4:

- Retenez Fiterman, il n'en finit pas de se fâcher...
- L'Humanité contre l'AFP, où l'objectivité orien-

Page 5:

- Un policier sorti... Durand.

Les grandes carrières... souterraines.

Pages 8 et 9:

- Les vacances c'est un peu la liberté.
- Marée noire dans la Durance.
- Les caravanes de Lutte Ouvrière.

- Avortement : des décrets pour freiner l'application de la loi.
- Hôpital Bordeaux: des nouveaux-nés sacrifiés aux économies.
- Veaux aux hormones: quand l'eau est vendue au prix de la viande.

- Dans les entreprises: Roussel-Uclaf; CGCT-Massy; Air-France-Orly; SNCF Paris-Nord; Beghin-Say.

Page 16:

- Les marins-pêcheurs en grève contre les armateurs et le gouvernement.
- Renault-Billancourt : opération déménagement.

Dans le monde

Pages 6 et 7:

- Présidentielles américaines: Kennedy pas candidat pour cette fois.
- Caraïbes : le cyclone Allen.
- Iran: sous l'arbitrage de Khomeiny.

- Pologne: la classe ouvrière refuse la hausse
- Chine: quand on doit re-tuer les morts.

Divers

Page 13:

- Films: Mais qu'est-ce que j'ai fait au bon dieu pour avoir une femme qui boit dans les cafés avec les hommes; Long week-end; Deux affreux sur le sable; Le commando de Sa Majesté.

- Livre: Les certs-volants de Romain Gary.
- Exposition : La crypte archéologique de Notre-

Page 15:

- Livre: L'amour en plus d'Elisabeth Badinter.

LUTTE OUVRIERE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle, humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer euxmêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne

peut pas être un peuple libre. C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

Responsable de la publication : Michel RODINSON. Composition: PPC, 25-27 rue de la Folie-Méricourt, 75011 Paris.

Impression: Voltaire Roto - 93100 Montreuil

Adresse toute correspondance à LUTTE OUVRIERE B.P. 233 - 75865 - Paris Cedex 18 C.C.P. RODINSON PARIS 6851-10



Coup de poing contre le travail noir : Les ouvriers pour cible

Vendredi 8 et samedi 9 août, le préfet des Yvelines a déclenché ce que la presse se complaît à appeler une importante opération « coup de poing » contre le » travail noir

En deux jours, gendarmes et policiers ont visité 352 chantiers, contrôlé 444 personnes et découvert 13 travailleurs clandestins (soit 3 %).

Avec des contrôles le samedi, il est probable que ce soient surtout les petits chantiers qui ont reçu la visite des policiers : les gros chantiers n'ont sûrement

rien à se reprocher.

Mais s'il est dit clairement dans le communiqué que les ouvriers en infraction seront poursuivis par la justice, rien n'indique que ceux qui les employaient feraient l'objet de poursuites. Peut-être d'ailleurs parce qu'il s'agissait de gens qui travaillaient eux-mêmes avec quelques amis.

De plus, parmi les travailleurs, il y aurait eu quatre immigrés en situation paraît-il irrégulière : ils risquent donc, eux, d'être expulsés. Quel patron utilisateur de main-d'œuvre clandestine encourt des risques compara-

Bien sûr, les opérations « coup de poing » ne mettront pas fin à la surexploitation des travailleurs, immigrés ou non. Elles n'ont pas ce but. Elles sont destinées à convaincre les entrepreneurs, petits et gros, qui payent leurs taxes et charges qu'ils ne seront pas victimes de la concurrence de ceux qui n'en

Un exemple de plus que les lois et la police pèsent moins sur les possédants que sur les tra-

Un ami qui vous veut du mal

Le faux pastis a encore tué. Dans l'Ardèche, l'autopsie d'un homme de 26 ans a révélé que sa mort était due à la consommation de pastis frelaté, vendu clandestinement et beaucoup moins cher, mais dont l'un des ingrédients, le méthanol (ou alcool de bois) est un produit extrêmement nocif, dont l'absorption provoque des troubles de la vue et parfois la mort.

Il y a un an qu'a été découvert dans le sud-est un vaste trafic de ce pastis frelaté, à la suite du décès de plusieurs personnes à Montélimar. En un an, le faux pastis aurait fait au moins six victimes.

On ne sait pas quel a été, pendant ce temps, le nombre des victimes du vrai pastis. Il est vrai que ces victimes-là sont mortes en honnêtes citoyens, après avoir payé les taxes que l'Etat prélève sur toute vente régulière d'alcool.

Transportés mais pas roulés

Le 5 août, en gare de Paris-Montparnasse, le train de 15 heures en direction de Cherbourg était bondé: plus une place assise et les couloirs déjà surchargés. Les voyageurs, outrés d'avoir à parcourir des centaines de kilomètres dans ces conditions, ne l'ont pas accepté.

Ils sont descendus sur la voie, ont bloqué le départ du train en rappelant que la SNCF était un service public, donc en principe au service du public. Le chef de gare a dû finalement faire rajouter un élément au train...

Marijuana qui êtes aux cieux

« Il n'y a pas de drogues douces », a dit Jean-Paul II en s'opposant à l'avance à un projet de loi des députés italiens qui envisagent la libéralisation de la marijuana et du hachich.

Jean-Paul II a rappelé son opposition à toute libéralisation en ce domaine, lors d'une messe qui justement s'adressait à d'anciens toxicomanes qui, apparemment, ne planent maintenant qu'avec de l'encens et de l'eau bénite.

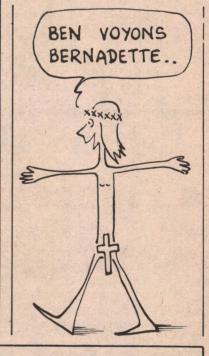
La religion est l'opium du peuple, disait Marx. Et l'on comprend somme toute très bien le point de vue du pape : il défend son monopole...

Le dernier miracle de Lourdes

Il paraît qu'à Lourdes des touristes partiquent le bronzage intégral, précisément sur la prairie située face à la grotte de la

On ne voit pas ce qui, dans la tenue d'Adam et d'Eve, peut choquer des âmes pieuses. A moins que ces adorateurs de la Vierge ne soient finalement choqués par la vision du petit Jésus.

Mais sans préjuger des effets thérapeutiques de cette vision, on parle déjà d'un nouveau miracle, et 70 000 pélerins sont attendus pour le 15 août...



Bon qu'à ça!



Pendant ses vacances, Giscard, passant par la Dordogne, est allé visiter les grottes de Lascaux. Où, mieux que dans ces caves souterraines, contempler la France profonde?

Cro-Magnon n'était pas là, mais il avait laissé des peintures que Giscard a eu le privilège d'admirer. Privilège rare, car la grotte est fermée au public pour éviter les dégradations et l'accès en est réservé aux spécialistes. Giscard, spécialiste de la Préhistoire, qui l'eût cru?

La municipalité des Eyzies, en tout cas, en est persuadée, puisqu'elle a offert au président, en souvenir, un biface acheuléen, silex taillé vieux de quelque 200 000 ans.

Giscard a dû être content: tout le monde sait quel goût il a pour les pierres taillées !

Bulletin d'abonnement aux publications de Lutte Ouvrière

Je désire m'abonner aux publications suivantes (1) :

LUTTE OUVRIERE pour une période de un an : 150 F pour une période de six mois : 85 F LUTTE DE CLASSE (mensuel politique publié par Lutte Ouvrière) Prénom:.... pour une période de un an : 50 F CEUX DU TECHNIQUE (mensuel destiné aux élèves du technique et Adresse: aux jeunes travailleurs, édité par Lutte Ouvrière) pour une période de un an : 10 F Code postal:....

ci-joint la somme totale de : francs

Joindre la somme par chèque ou mandat-lettre à l'ordre de Michel Rodinson, CCP Paris 6851-10. A expédier à : LUTTE OUVRIERE, BP 233, 75865 (1) Rayer les mentions inutiles

Dans toute la France, des milliers de travailleurs en lutte.

Pourquoi séparément ?

OUTE la presse s'est fait à juste titre l'écho de la grève des marins-pêcheurs qui ont bloqué tout le trafic des ports de la Manche. Que veulent les marins-pêcheurs ? Ils

refusent que leurs patrons leur fassent supporter, à eux et à eux seuls, les frais de la crise. Pour les armateurs de Boulogne, les choses sont simples : les bénéfices sont rognés par l'augmentation du prix du fuel ; aux salariés d'en faire les frais par une amputation des équipages, mais les profits ne doivent pas

Eh bien, c'est à cela que les marins-pêcheurs disent non.

Mais est-ce un cas isolé? Non! Partout dans le pays des patrons font de même, avec l'aide des pouvoirs publics. Et partout aussi des travailleurs refusent le fait et entrent en lutte. Que ce soient ceux de Manufrance qui ne veulent pas accepter que les millions versés à leurs patrons par l'Etat se soldent pour eux par des licenciements ou ceux du TGV — le train à grande vitesse - qui ne veulent plus vivre avec 2.500 francs par mois pour poser les rails d'un futur train de luxe que se paieront des hommes d'affaires qui roulent sur l'or.

Alors, ces syndicats, CGT ou CFDT, qui savent conduire les luttes, successivement, des nettoyeurs du métro ou des marins-pêcheurs de Boulogne, pourquoi n'unissent-ils pas toutes ces luttes? C'est partout le même problème, qu'on réduise les effectifs à Boulogne, qu'on déménage des machines de Billancourt, ou qu'on ferme un Prisunic à Cherbourg.

Bloquer quelques ports, c'est certainement spectaculaire. Mais ne faudrait-il pas bloquer toute l'économie, afin que les capitaux ne prennent pas le large?

Ce que font les syndicats à l'heure actuelle, c'est

engager les travailleurs dans des luttes isolées, chacun contre son patron.

Mais pour faire reculer l'ensemble des capitalistes et leur gouvernement, c'est tous les capitalistes qu'il faut faire reculer, et principalement ceux dont les affaires vont bien. Les profits se déplacent et occuper une usine fermée ne peut pas contraindre le patron à la rouvrir.

Alors pourquoi les syndicats ne cherchent-ils pas à unifier tous ces mouvements séparés, à en faire un vaste mouvement d'ensemble pour l'emploi et pour les salaires?

Pourquoi ne pas faire payer les capitalistes dont les affaires vont très bien pour ceux dont les affaires vont plus mal? Ne s'attaquer qu'à ces derniers, c'est perdre d'avance.

Pourquoi entrer en lutte les uns après les autres? Pour être battus les uns après les autres?

Pourquoi laisser au patronat le choix de l'heure et du lieu de chaque combat alors qu'on sait fort bien que son offensive est générale?

Pourquoi les syndicats font-ils finalement beaucoup de bruit autour de quelques combats isolés, locaux, limités et finalement sans espoir, et pourquoi sont-ils incapables, pourquoi ne veulent-ils pas entraîner les travailleurs vers des victoires réelles et décisives contre les profiteurs et leur Etat, en unifiant dans un premier temps toutes les luttes aujourd'hui séparées et en y associant demain toute la classe

Oui, pourquoi? Et dans quel camp sont-ils vraiment ces syndicats?

Le jour où les travailleurs sauront répondre à cette question, les patrons sentiront le vent changer car la tempête ne soufflera pas que sur Boulogne.

Arlette LAGUILLER

La France et l'Ouganda : charité bien ordonnée...

A partir du week-end des 16 et 17 août, les moyens annoncés par le Conseil des ministres pour venir en aide aux populations ougandaises devraient entrer en action : deux hélicoptères et six camionnettes.

Ces moyens sont dérisoires, comparés à ceux mis en œuvre - et là sans délai - chaque fois qu'il s'est agi d'aller défendre en Afrique les intérêts de l'impérialisme.

Il est possible toutefois que deux hélicoptères et six camionnettes aient quelque efficacité en permettant, au Karamoja qui n'est pas si vaste, la distribution des vivres dont l'Ouganda, aux dires des journalistes, regorgerait. Mais si tel est le cas, pourquoi cette aide vient-elle si tard, alors que la famine dure maintenant depuis plusieurs mois, et qu'elle provoque, chaque jour, la mort de 400 à 500 personnes ?

Si le gouvernement français n'avait que des mobiles humanitaires, on voit mal ce qui l'aurait empêché de prélever plus tôt deux hélicoptères sur les centaines que l'armée française tient prêtes en permanence, pour intervenir aux quatre coins du monde.

Et il y a toutes les raisons de penser que cette intervention française en Ouganda obéisse autant — et sans doute plus — à des mobiles politiques.

En tout cas, les commentaires de la presse bourgeoise, qui accompagnent l'annonce du « plan français » d'aide à l'Ouganda vont bien dans le sens d'une telle hypothèse. Le Figaro, par exemple, souligne abondamment que le principal responsable de cette situation dramatique, c'est l'anarchie politique qui règne dans le pays. Dans le numéro du 11 août, Thierry Desjardins écrit: «Ce n'est pas de vivres dont a besoin l'Ouganda, ce serait d'un régime capable de faire régner un minimum d'ordre ». Et le 12 août : « C'est moins des médecins et

des sacs de blé qu'il faudrait envoyer en Ouganda que des Casques Bleus, ou n'importe quelle force de gendarmerie internationale capable de remettre un peu d'ordre ».

On est donc en droit de se demander si le gouvernement français ne s'apprête pas, sous couvert d'envoyer dans un premier temps des médecins et des sacs de blé, à expédier ensuite, à plus ou moins long terme, des gendarmes.

D'ailleurs, entre aide alimentaire et aide militaire, la nuance est bien subtile! « Les autorités ougandaises ont accepté l'aide militaire française, supervisée par le lieutenant-colonel Pfister, déjà en place », dit la presse. Quatre équipages militaires français seraient mis à la disposition des organisateurs. « Ils porteront leur uniforme, en accord avec les autorités, mais ne seront pas armés », précise Le Matin... A voir!

Si l'anarchie politique se tra-



Une aide hu...militaire.

duit aujourd'hui par la famine, elle se traduit aussi, vraisemblablement, par une interruption des affaires, celles des capitalistes occidentaux, pour qui l'Ouganda a été « longtemps considéré comme l'un des plus riches pays de l'Afrique orientale » (Le Figaro du 9-10 août).

Et jusque-là, c'est bien pour défendre ces intérêts-là - et non ceux des populations - que les puissances impérialistes ont mobilisé leurs moyens matériels et leurs troupes.

Alors, ce que le Conseil des ministres vient de décider au nom du peuple français, ce n'est finalement pas tellement d'aider la population ougandaise que de tenter d'installer là-bas un début de présence militaire française, à l'abri de laquelle pourraient à nouveau se traiter les affaires profitables aux quelques groupes capitalistes français plus ou moins proches des hommes au pouvoir.

Jean-Jacques LAMY

Retenez Fiterman, il n'en finit pas de se fâcher...

Giscard d'Estaing et les forces qu'il représente et qui le soutiennent feraient bien de prendre garde. Nous sommes décidés à mener la vie dure à ce pouvoir impitoyable et à ce patronat rapace ».

C'est ce qu'a declaré Charles Fiterman, un des dirigeants du Parti Communiste Français, lors d'une conférence de presse en partie télévisée, le 7 août. Et il a ajouté que son parti est décidé à « rendre coup pour coup et même deux pour un seul si c'est nécessaire ».

Après cette fracassante déclaration de guerre, dite il est vrai sur un ton rien moins que combatif, Fiterman a présenté au nom de son parti des "propositions d'urgence" face à la situation économique actuelle. Il réclame notamment un impôt de 20 milliards de francs prélevé sur les fortunes et les profits, qui devrait être utilisé à réaliser des "investissements utiles" et à créer des emplois.

On ne peut certes qu'approuver le fait de vouloir prendre l'argent dans la poche des riches; de même qu'on ne peut qu'approuver les autres « propositions d'urgence » du PCF, et particulièrement le SMIC à 3 100 F par mois. Mais comment le PCF compte-t-il obtenir tout cela? Comment contraindre les patrons et le gouvernement à investir « utile » et à créer des emplois ? Fiterman ne l'a pas précisé autrement que par des menaces générales. Et c'est bien dom-

Le PCF ainsi que la CGT qu'il contrôle ne s'en tiennent évidemment pas aux mots. Partout ils participent à des *luttes, quand ils ne sont pas à leur tête, et n'hésitent pas à préconiser des formes d'actions spectaculaires.

Mais il s'agit toujours, comme un fait exprès, de luttes isolées, limitées localement ou limitées dans le temps. Et les formes d'action préconisées par le PC ou la CGT ne sont spectaculaires et radicales que là où il s'agit de luttes défensives, contre des licenciements ou des fermetures d'usines, c'est-àdire dans des situations qui ne sont guère favorables aux travailleurs et où ceux-ci se battent le dos au mur, sans espoir que le mouvement s'étende et mette vraiment en danger le patronat ou le gouvernement.

Bien sûr, même isolées, même défensives, ces luttes n'en sont pas moins des ripostes indispensables aux coups du patronat; mais, aussi dures et spectaculaires soient-elles, leur efficacité ne peut qu'être limitée face à une bourgeoisie et à un gouvernement qui, eux, mènent une attaque d'ensemble contre la classe ouvrière. Et les dirigeants du Parti Communiste, Fiterman en tête, le savent bien.

Ce n'est apparemment pas l'efficacité des luttes qui est le principal souci des dirigeants du PCF et de la CGT. Leur préoccupation est surtout de « redorer leur blason » auprès des travailleurs les plus combatifs, et plus encore de se démarquer de la CFDT et du Parti Socialiste.

Mais si le PCF voulait réellement arracher les revendications qu'il avance, c'est-àdire en fait battre en brèche la politique du gouvernement et du patronat, il est clair qu'il expliquerait journellement aux travailleurs pourquoi il est nécessaire de se préparer à lutter, à faire grève, tous ensemble, aussi longtemps qu'il le faudra et en se donnant les moyens de rendre les coups, et à plus forte raison deux pour un.

Pour faire payer les riches, pour obtenir le SMIC à 3 100 F. c'est vraiment une lutte de toute la classe ouvrière qu'il faut. Une telle lutte s'étendant à l'ensemble de la classe ouvrière, il n'est certes pas du pouvoir du PCF, ni même de la CGT, de la déclencher en appuyant sur un bouton. Mais il serait en leur pouvoir, s'ils le voulaient, de s'en faire les propagandistes, d'en expliquer la nécessité et d'en offrir la perspective aux travailleurs.

Mais il faudrait pour cela que les discours ultracombatifs des dirigeants du PCF soient autre chose que de la démagogie.

Jean-Louis CHAMPENOIS



" L'Humanité » contre l'AFP, ou l'objectivité orientée

Après les amabilités de Marchais, lors des Jeux Olympiques, parlant de journalistes venus à Moscou pour « faire le trottoir », L'Humanité du 11 août s'en prend à l'Agence France Presse, l'AFP, que le journal du PCF a rebaptisée AFN (Agence Fausses Nouvelles) pour la manière dont elle « manipulerait » l'information au sujet de l'Afghanistan.

Le PCF n'a jamais protesté contre le fait que la quasi-totalité des correspondants occidentaux à l'exception de la presse des PC favorables à l'intervention soviétique soient interdits de séjours en Afghanistan depuis janvier dernier et contraints d'envoyer leurs dépêches et articles du Pakistan. Aujourd'hui, le PCF reproche à ces mêmes correspondants de presse de recueillir certaines de leurs informations... au Pakistan. Pire même, voyez-vous, ces journalistes tirent certains de leurs renseignements de rebelles afghans avec lesquels ils sont en contact, au lieu de se contenter, comme le fait L'Humanité, de la version des faits du gouvernement de Kaboul ou des dépêches de l'agence soviétique Tass. N'est-ce pas, de toute évidence, la preuve d'un vaste complot anticommuniste et antisoviétique?

L'Humanité cite comme preuve de mauvaise foi deux notes de l'AFP à ses correspondants au Pakistan leur demandant de vérifier « si possible de source rebelle », des informations sur un appel à la grève des commerçants



lancé par les rebelles afghans. Et L'Humanité de triompher: « La direction de l'AFP prise la main dans le sac ».

Certes, dans un monde où la presse est dominée par les puissances de l'argent, l'AFP est comme les autres et il s'en faut de beaucoup que l'information y soit à l'abri des pressions économiques et des ingérences du pouvoir.

Mais L'Humanité peut

Mais L'Humanité peut difficilement donner des leçons d'objectivité, elle dont les correspondants n'ont pour ainsi dire jamais vu de soldats russes en Afghanistan... sauf quand ils s'en allaient.

L'objectivité de L'Humanité, on a pu en avoir une autre illustration dans ce même article contre l'AFP. Cet article cite en effet un communiqué des journalistes CGT de l'AFP... en ne retenant que la partie critiquant l'AFP: « Une chose est de constater l'existence de rumeurs et de les traiter comme telles, une autre est d'en faire des informations tout ce qu'il y a de plus sûres diffusées parfois avec la mention « urgent » sur la

base de récits « anonymes » ou de « rebelles non identifiés ».

Mais les lecteurs de L'Humanité n'ont pas eu le droit de savoir que la même section CGT invitait « L'Humanité, tout d'un coup soucieuse de traquer « l'information vraie », à protester auprès des autorités soviéto-afghanes sur l'interdiction faite à de nombreux journalistes d'exercer normalement leur métier en Afghanistan »

Mais l'essentiel pour les dirigeants du PCF est ce qui restera de cet épisode dans la tête des lecteurs de L'Humanité et des militants du parti. La préoccupation des dirigeants du parti est de ressouder les rangs des militants : pour cela ils essaient de les. persuader que le parti est attaqué de toutes parts, qu'il y aurait une vaste campagne anticommuniste et que toute critique interne, toute expression du moindre doute ou de la moindre hésitation ne peut être que due à la pression de l'ennemi exté-

J.-L. C.

Un policier sorti... Durand

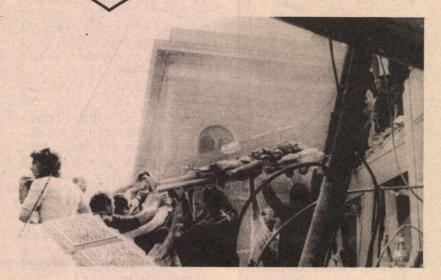
Un policier français, Paul-Louis Durand, inspecteur aux Renseignements Généraux, a été suspendu provisoirement de ses fonctions le 8 août pour « activités non conformes à la déontologie ». Son nom avait été cité par la presse italienne à la suite de l'attentat de Bologne.

Durand, qui se réclame ouvertement de l'extrêmedroite, est membre du bureau politique de la FANE, Fédération d'Action Nationale Européenne, un groupe néo-nazi qui ne cache pas ses sympathies pour « l'expérience historique d'Adolf Hitler ». Durand avait fait un voyage touristique en Italie en juillet dernier pour y rencontrer « des amis politiques ».

Alors, dans le coup de l'attentat? On parle un peu trop rapidement de lui pour qu'il soit guère plus qu'un bouc émissaire!

Mais ce qui est quand même curieux, c'est que le fait d'être un dirigeant avoué d'un petit groupe pro-nazi, connu personnellement de la police italienne, donc aussi de la police française, ne l'a pas empêché d'être affecté à la direction centrale des RenL'attentat de Bologne : qui tire les ficelles ? Une question à laquelle la police n'apportera jamais de réponse! (ph. AFP)





seignements Généraux alors qu'il est inspecteur de police stagiaire.

Sans doute qu'on devait utiliser sa vocation et l'employer à ficher l'extrême-gauche et les militants syndicalistes et communistes et, qu'aux Renseignements Généraux, on ne se préoccupe pas trop de surveiller les organisations d'extrêmedroite (apparemment ce sont elles qui surveillent la

police).

A-t-il participé ou pas à l'attentat de Bologne? Peutêtre, peut-être pas. Mais c'est finalement sans grande importance car la question, la seule qui compte, n'est pas qui a posé la bombe, mais qui il y a derrière — et à cette question, il n'y aura jamais de réponse officielle.

GII LANNOU

LES GRANDES CARRIÈRES... SOUTERRAINES

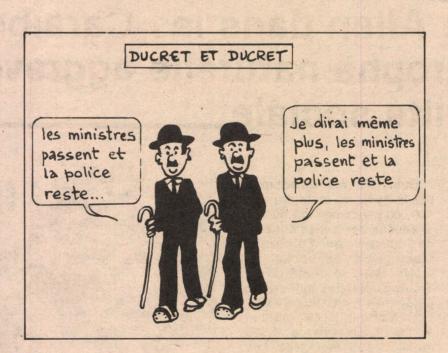
Jean Ducret, directeur de la police judiciaire de la préfecture de police s'en va. Jean Ducret, ce n'est pas un inconnu.

Il avait été cité par le Canard Enchaîné du 2 avril 1980 comme ayant transmis à Poniatowski deux rapports établis le 1er et 24 septembre 1976 qui faisaient clairement allusion à un projet d'attentat contre Jean de Broglie, qui fut effectivement assassiné le 24 décembre suivant. Poniatowski nia. Mais Ducret refusa de porter le chapeau à la place de Ponia et se permit en plus de contredire Christian Bonnet qui avait imprudemment déclaré que les deux notes n'avaient pas été transmises ni à l'autorité administrative ni à l'autorité iudiciaire.

Mais si Ducret s'en va, cela n'a rien à voir avec cette sombre histoire d'assassinat; c'est tout simplement qu'après 37 ans de bons et loyaux services flicards, il va jouir d'une retraite paisible en même temps que son frère jumeau André Ducret, lui aussi commissaire de police depuis le 1° mars

Quels bons serviteurs de la bourgeoisie qui restent pendant que tant de gouvernements passent! Le vrai pouvoir, c'est finalement eux. Ainsi, les Ducret sont commissaires de police depuis mars 1943. Pour être commissaire de police à cette époque, il fallait sans doute avoir le cœur bien accroché et ne pas être trop gêné du rôle que la police française jouait auprès de la Gestapo. Pour ne prendre qu'un exemple, le 16 juillet 1942 eut lieu la grande rafle du Vel-d'Hiv. Ce jour-là, 13 000 Juifs furent arrêtés chez eux par la police parisienne et parqués au Vélodrome d'Hiver sous la garde des policiers français, avant d'être déportés et anéantis. Il y avait parmi eux 4 051 enfants. Jusqu'en 1944, la police française rafla les Juifs et arrêta ou garda les résistants.

Pour sa participation à l'insurrection de Paris, à la Libération, De Gaulle lava la police, en bloc, de toutes les actions commises pendant le régime de Vichy. La carrière de tous les collègues des Ducret pouvait donc continuer, et continua effectivement.



Quelles que fussent les vicissitudes de la vie politique de la IV° République et de la V°, ces grands commis de l'Etat, peu connus du public, inamovibles et craints des politiciens euxmêmes, poursuivaient leur carrière au service du maintien de l'ordre des possédants. Ils ont survécu à tout : l'épuration d'après 1944, la Guerre froide, le gaullisme, l'après-gaullisme.

Et leurs remplaçants sont de la génération suivante, mais de la même eau: Michel Guyot, qui remplace Jean Ducret, n'a pas été flic

sous le régime de Vichy. puisqu'il ne devint commissaire qu'en 1949, mais s'il est en retard d'une guerre, c'est pour mieux se rattraper sur la suivante. En 1956, il est en effet nommé chef de la brigade des agressions et violences, constituée pour lutter contre le terrorisme algérien dans la région parisienne. C'est donc lui qui a été un des principaux artisans de la répression contre les Algériens: fouilles, perquisitions, interrogatoires poussés ou non. Quelle belle vie méritante, sous l'œil certainement attendri des aînés à qui cela rappelait une autre épo-

Philippe Massoni qui remplace André Ducret, le jumeau, à la direction des services techniques de la préfecture de police, est un technicien d'un autre genre. C'est le roi de l'écoute téléphonique. C'est lui qui, paraît-il, en mai 1968 avait créé « le groupe technique » chargé de l'espionnage des citoyens, grâce à des écoutes téléphoniques, l'installation de micros dans les lieux publics ou privés. (Le Canard Enchaîné le considérait un peu comme un chef plombier). Ses services seront appréciés et récompensés. Le 12 avril 1976, il est nommé chargé de mission au cabinet du Premier ministre, Jacques Chirac, ce qui ne l'empêcha pas de conserver cette fonction après l'arrivée de Raymond Barre à Matignon. Comme quoi on change le Premier ministre mais pas le flic qui écoute pour lui (ou qui l'écoute pour un autre).

Ainsi, tous ces hauts fonctionnaires de la police, placés hors du contrôle des citoyens, sont les piliers de l'appareil d'Etat, sont le véritable pouvoir, alors que les députés ou même les ministres n'en sont que le décor.

Présidentielles américaines : Kennedy pas candidat... pour cette fois.

Après neuf mois de compétition acharnée entre les deux candidats à l'investiture démocrate, l'actuel président Jimmy Carter l'a emporté sur son concurrent Ted Kennedy.

Au premier jour de la convention démocrate, après avoir été battu sur une question de procédure, le sénateur Kennedy, frère de l'ex-président assassiné, a retiré sa candidature à l'investiture démocrate.

Ted Kennedy avait annoncé sa candidature en novembre dernier, à une époque où la cote du président Carter était au plus bas dans l'opinion publique américaine selon les sondages. Le sénateur Kennedy avait alors estimé la situation favorable pour tenter sa chance. Malheureusement pour lui, quelques jours plus tard, la prise des otages à l'ambassade américaine de Téhéran avait retourné l'opinion publique américaine et créé une véritable union sacrée autour du président en titre Jimmy Carter. Peu après, l'invasion de

l'Afghanistan par les troupes russes permit à celui-ci de livrer aux électeurs quelques beaux morceaux de bravoure oratoire contre les intolérables interventions soviétiques en territoire étranger. Tandis que les problèmes intérieurs, l'inflation, le chômage, continuaient d'affecter l'ensemble de la population, les événements de politique internationale permettaient au président Carter de mobiliser l'opinion contre l'étranger.

Et depuis, malgré bien des accidents de parcours dont le dernier en date fut la rocambolesque affaire du « Billygate », Carter a pu maintenir suffisamment sa cote auprès de l'opinion publique américaine pour priver Kennedy de tout espoir sérieux de l'emporter à la convention démocrate.

Mais Ted Kennedy, s'il a perdu cette fois-ci, pose des jalons pour la prochaine fois. Quatre ans, c'est court pour un candidat de quarante-huit ans.



Ce n'est pas la démagogie qui fait défaut à Carter... mais il est de plus en plus dur d'accrocher l'électeur.

Si Cârter est finalement battu, le jour du scrutin, par le candidat républicain Reagan, Kennedy pourra toujours prétendre qu'il aurait été pour les démocrates un meilleur candidat que Carter...

Mais au-delà de ces préparatifs à long terme, la candidature de Kennedy pourra-telle quand même servir la campagne de son parti dont le candidat est définitive-

ment Jimmy Carter? C'est possible, puisque Kennedy a promis son soutien. Or, Ted Kennedy porte un nom qui passe pour celui du libéralisme, de la main tendue aux minorités ethniques, aux Noirs, à la classe ouvrière. Dans son programme électoral, Ted a abondamment usé de cette illusion et proposé de vagues mesures sociales contre le chômage, pour un système national de sécurité sociale, de même qu'il s'est prononcé contre un éventuel service militaire.

Certes, le « libéralisme » de la famille Kennedy est illusoire : feu le président John Kennedy est peut-être passé dans la légende pour avoir fait adopter l'égalité des droits civiques entre Noirs et Blancs, mais il fut aussi responsable de l'opération anticastriste de la Baie des Cochons à Cuba, de la continuation de la guerre au Vietnam

Ted Kennedy n'est pas plus « libéral » que ne l'était son aîné John, mais l'essentiel est l'apparence. Durant ses neuf mois de campagne, il a recueilli un certain soutien de Noirs et de travailleurs qui ne veulent voter ni Carter ni Reagan. Il n'est donc pas impossible que Carter, maintenant seul en lice, tente de récupérer au moins une partie de ces voix. Dans cette perspective, la convention démocrate s'est déjà prononcée en faveur d'une partie du programme de l'ex-candidat Kennedy, celle qui bavarde sur la lutte contre le chômage.

Car le problème de l'heure, c'est de gagner des voix, quel que soit le poids du mensonge. Mais rien ne prouve que ces petites combinaisons électorales se révèlent à l'usage réellement payantes. Comme en 1976, lorsque Carter fut élu, il est bien possible que le taux d'abstentions frise les 50 %. Car ni les travailleurs, ni les Noirs, ni aucun des opprimés n'ont quoi que ce soit à gagner en votant pour l'une des marionnettes qu'on leur présente.

Et ceux qui feront la déci-

CARAÏBES

Le cyclone Allen dans les Caraïbes : une catastrophe naturelle aggravée par l'inégalité sociale_____

Le cyclone Allen, considéré comme l'un des plus violents du siècle, a atteint dimanche l'extrême sud des côtes du Texas. Perdant de sa force, il n'y a pas fait de victimes, mais les dégâts matériels sont très importants. Deux cent mille personnes de cette région avaient été évacuées ou avaient trouvé refuge dans des édifices plus résistants.

Mais jusque-là, il avait provoqué la mort de 106 personnes, principalement à Haïti et Sainte-Lucie, coulé plusieurs navires dont un pétrolier de 256 mètres qui s'est échoué avec une cargaison de 40 000 tonnes de pétrole, et causé plus d'un milliard de dollars de dégâts.

Avec des vents dépassant parfois les 250 km/h, Allen a dévasté les plantations sur son passage; les récoltes de bananes de la Jamaïque sont détruites à 90 %, celle de Martinique à 100 % A Haïti, ravagée, on craint maintenant un regain de la malaria et de la typhoïde.

Cuba n'a été qu'écornée par le cyclone, mais plus de 100 000 personnes ont dû être évacuées des zones côtières de l'ouest, ce qui a probablement évité beaucoup de morts. Dans la petite île de Sainte-Lucie, des milliers de personnes n'ont plus de toit.

En Martinique, 842 personnes sont sinistrées et 1 500 maisons endommagées. Les récoltes de bananes sont détruites à 100 % et les récoltes d'avocats à 70 %. Les professionnels de la banane estiment les pertes à 280 millions de francs. Les autorités ont annoncé la création d'un comité départemental d'aide aux sinistrés et les prix des denrées alimentaires ont été bloqués pour deux mois.

Phénomènes naturels inévitables qui tirent leur origine de la chaleur de la mer, les cyclones ne peuvent ni être évités, ni être combattus. Mais aujourd'hui, on sait les détecter dès leur apparition grâce au réseau météorologique de satellites, et on peut



Les ravages d'Allen : une puissance estimée à plusieurs dizaines de bombes d'Hiroshima.

en atténuer les conséquences. Et c'est précisément là qu'on doit constater la plus grande inégalité entre pays riches et pays pauvres dans le bilan des catastrophes.

Les cyclones font d'autant plus de victimes que les pays qu'ils frappent sont plus pauvres. Aux Etats-Unis, rapporte le journal Le Monde du 10 août 1980, les populations des régions côtières menacées sont prévenues et éva-

cuées; certaines parties des côtes basses du Texas sont protégées par une énorme digue.

Au Bengladesh, en 1970, où 50 000 personnes sont mortes, les satellites suivaient la progression du cyclone jour par jour et heure par heure, il fut, paraît-il, impossible d'évacuer ou même de prévenir ce pays pauvre et plat. Sous la violence du cyclone, le niveau

de la mer est monté de 7 à 8 mètres, submergeant les

côtes basses. Et cette inégalité révoltante est aussi manifeste dans la façon dont sont secourues les populations sinistrées, et les aides distribuées. Même dans les Antilles françaises, à la Martinique et à la Guadeloupe, où l'Etat français se vante d'organiser efficacement les secours, au nom de la solidarité nationale, l'aide est largement insuffisante et destinée en priorité aux gros propriétaires.

Derrière les discours officiels sur la nécessaire solidarité nationale après les catastrophes, il y a la réalité coloniale. Pour les riches, l'essentiel des subventions, pour les pauvres quelques aumônes méprisantes. Les catastrophes naturelles n'abolissent pas les inégalités de la société, elles les rendent un peu plus insupportables encore.

André ROJAS



sion dans ces élections sont peut-être les petits-bourgeois, les membres des classes moyennes qui s'inquiètent de la crise et qui voudraient bien en faire retomber davantage les conséquences sur d'autres qu'eux, aussi bien à l'intérieur des frontières qu'à l'extérieur. Ceux-là risquent, tant qu'à faire, de choisir Reagan, qu'ils n'ont pas encore vu à l'œuvre, plutôt que Carter qu'ils connaissent déjà.

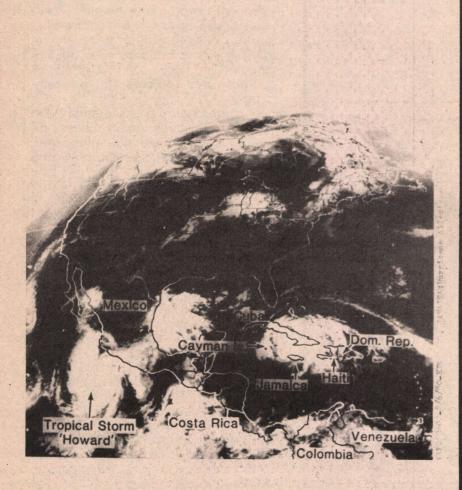
Alors, la préparation des présidentielles n'a pas fini de faire transpirer les politiciens démocrates ou républicains. Car il n'est pas toujours facile de trouver du nouveau à dire, même lorsqu'on n'est pas gêné par la démagogie. Mais à choisir entre le planteur de cacahuètes Carter et l'ex-acteur de deuxième caté-

gorie Reagan, on comprend qu'un électeur américain sur deux ne se sente pas concerné.

Hélène DURY

ELECTIONS
PRÈSIDENTIELLES
AMERICAINES:
LE 3º KENNEDY
S'EN TIRE VIVANT





Le cyclone Allen vu de Satellite : les moyens modernes de détection ne manquent pourtant pas...

IRAN

Sous l'arbitrage de Khomeiny

Par 153 voix contre 24, et 19 abstentions, le Parlement iranien a désigné comme chef du gouvernement Mohammad Ali Radjaï, une personnalité réputée proche du Parti Républicain Islamique (PRI), le parti musulman intégriste. La presse a présenté cette nomination comme une défaite politique pour le président Bani Sadr.

En fait, l'élection de Radjaï est la consécration d'un rapport de forces entre divers groupes qui se partagent aujourd'hui l'exercice du pouvoir en Iran.

Bani Sadr, réputé réprésenter l'aile « modérée » de la révolution iranienne, les partisans d'une démocratie libérale, parlementaire à l'occidentale, est toujours président de la République. Des personnalités musulmanes fanatiques, appartenant à ce qu'on pourrait appeler le clan clérical, ont laissé entendre récemment que Bani Sadr pourrait être destitué en cas d'élection d'un Premier ministre PRI, et de conflit avec lui. Il ne semble pourtant pas en être question. A peine en place, Radjaï a tenu au contraire à donner des garanties verbales à Bani Sadr: «Le président Bani Sadr et moi-même sommes deux frères qui servent le peuple. L'avenir démontrera que le président, le cabinet et moi-même serons tous responsables devant la révolu-

De son côté, Bani Sadr n'a nullement parlé de démissionner, comme l'évoquaient aussi certains journalistes. Il a cherché, c'est sûr, à faire élire au poste de Premier ministre des hommes proches de lui, mais il ne s'est pas obstiné et c'est avec son assentiment, un peu arraché il est vrai, que Radjaï a finalement été désigné par le Parlement

Quant à Khomeiny, il a laissé la bataille politique se mener en conservant une position prudente, se gardant de s'en mêler, à la fois arbitre et ciment entre ces forces qui s'opposent au sein de son régime.

C'est que Khomeiny gouverne l'Iran sans pouvoir s'appuyer sur un appareil d'Etat aux structures et institutions codifiées et rôdées par des années d'usage. Et pour cause. Un tel appareil d'Etat existe en Iran, certes. une armée, une police, une administration. Mais pour l'essentiel, il est formé à tous les niveaux d'hommes qui servaient déjà sous le régime de l'ancien chah, des mêmes militaires de tous grades, des mêmes policiers, juges ou gardiens de prison: du personnel, pour cette raison peu fiable. Respectueux de cet appareil, Khomeiny ne l'a



Radjaï (ci-dessus) et Bani Sadr (ci-dessous) : sous l'arbitrage de Khomeiny.



qu'à peine bousculé au moment de la révolution. Il l'a gardé quasiment intact, laissant à l'armée, entre autres, ses structures, ses cadres et ses armes.

Et si l'ancien appareil d'Etat subsiste en grande partie, il ne joue pour l'instant aucun rôle; il ne sert pas. Pour gouverner, outre le recours essentiel à son prestige personnel, à la confiance en l'Imam suprême et l'obéissance générale à ses diktats qui tient lieu de ciment général, Khomeiny s'appuie sur diverses forces et groupes, sociaux et politiques, qui se sont constitués et interviennent depuis la révolution.

Parmi ceux-ci, les responsables religieux qui, à travers des tribunaux islamiques, se sont octroyé le monopole de la justice, les différentes milices, gardiens de la révolution, étudiants islamiques et d'autres, que Khomeiny a laissés s'organiser et agir, même s'il n'a pas directement impulsé leur organisation et leurs actions. Jusqu'à présent, ce sont ces forces les plus fiables pour Khomeiny. Elles sont l'instru-ment de sa politique et il est donc contraint de composer avec elles.

Mais parallèlément, Khomeiny n'est pas le représen-

tant de ces seules forces. A travers d'hommes comm Bani Sadr, il donne de gages et associe au pouvoi la bourgeoisie industrielle e commerçante, la petite boui geoisie « éclairée » que Bar Sadr représenterait plutôt ces couches iraniennes qu aspireraient à des institu tions sociales et politiques l'occidentale, sans être tou tefois capables de les impo ser et de les défendre, et qui face à une montée revendica tive des masses populaires seraient les premiers à se jeter dans les bras de ex-officiers du chah.

Khomeiny mène une politi que d'arbitre, soutient les uns et les autres, les tenants d'une dictature cléricale comme ceux d'une démocra tie libérale; il garde l'armée en réserve d'une part et fai appel aux masses populaires de l'autre, intervenant uni quement pour rétablir la balance lorsque l'équilibre fragile, menace de se rom pre. Sa politique consiste imposer la collaboration ces forces et ces hommes conscients pour la plupart d'un côté comme de l'autre que la collaboration es aujourd'hui nécessaire, les seules à être réellement dupées étant les masses.

Michelle VERDIE

Les vacances : c'est un peu la liberté

Cette année encore, les vacances ont donné lieu à la grande ruée des départs. Ne sont-ils pas fous, ces gens qui chaque été, au prix d'embouteillages monstres, retournent s'entasser aux mêmes endroits, tous en même temps, qui se bousculent dans les campings de la Côte d'Azur, vont en foule goûter l'eau polluée des plages?

Peut-être. Mais c'est quand même trop simple. Nous avons besoin de vacances parce que c'est cette société qui est folle et bête tout au long de l'année, et qu'elle l'est tout juste un tout petit peu moins en vacances.

Car les vacances pour quelques semaines, cela veut dire l'adieu à l'usine ou au bureau, l'adieu au chef et aux brimades, l'adieu aux cadences et à toute l'oppression qui entoure le travail.

Alors vive les vacances, malgré la cohue et les embouteillages. Même si les vacances sont une marchandise frelatée, car pas plus que le reste elles n'échappent à l'avidité des marchands de soleil, des promoteurs et des industriels, elles sont malgré tout une rupture de la vie et de l'exploitation quotidienne. Elles donnent un avant-goût de la liberté qui reste à conquérir.

Le camping : une façon de passer ses vacances qui fait de plus en plus d'adeptes

Cette année encore, les campings du littoral méditerranéen incapables de répondre à toutes les demandes, refusent du monde et entassent les vacanciers qui ont eu « la chance » de trouver une place dans des conditions pourtant peu confortables. Un groupe de jeunes campeurs de Narbonne-Plage nous raconte:

Les marchands de soleil

« Il y a trop de monde, on parque les gens contre les sanitaires parce que tout est pris. On ne reviendra

pas, on est les uns sur les autres, on retournera faire du camping sauvage. »

D'autres campeurs : Nous venons tous les ans ici. Cette année, quand nous sommes arrivés, nous étions vingt voitures pour deux emplacements de libres. Arrivés à midi, nous avons dû attendre jusqu'à 15 h que le responsable du bureau arrive, et il a fait installer tout le monde. Nous sommes trop nombreux, plus nombreux que l'an dernier. Nous voulions aller visiter la Côte d'Azur, mais nous n'irons sans doute pas à cause de la foule. Ici, il n'y a aucune distraction d'organisée.

- Ici, il n'y a pas d'emplacements

délimités, du moment que vous avez payé à l'entrée, vous pouvez vous placer où vous voulez, tout le monde s'en fout. C'est comme ça que l'autre jour j'ai retrouvé une tente installée à la place de ma voiture, ses piquets contre les miens. Nous sommes au moins une fois et demie ce que nous devrions être. On tasse, on tasse.

- Il n'y a aucune distraction de prévue, mais le camp est ouvert à tous vents, le soir c'est très bruyant, il n'y a aucune discipline d'horaire.

D'autres campeurs : C'est la neuvième année qu'on vient là. On se met toujours au même emplacement et on retrouve nos amis locaux.

Que pensez-vous des conditions

d'hébergement?

 Ce n'est pas très propre, il n'y a pas d'eau chaude du tout, il n'y a que douze douches pour 600 personnes, et encore, quand elles fonctionnent toutes! Car du côté des hommes, on a signalé une douche en panne depuis trois semaines, elle n'est toujours pas réparée. Alors, on passe beaucoup de temps à faire la queue aux douches, surtout à 17 h 30, quand les gens rentrent de la plage.

- Par ailleurs dans le camp il y a un bloc à linge, un bloc à vaisselle, mais les robinets ne sont pas pratiques car il faut appuyer dessus en permanence pour avoir de l'eau. Cela, quand ils veulent bien fonctionner, car souvent ils sont en panne.

 Les problèmes ont été soulevés à la réception et à chaque fois on nous promet monts et merveilles, mais rien ne se fait. En ce qui concerne l'ombre, par exemple, il n'y a pas un seul arbre, pas un seul point d'ombre alors qu'il fait une chaleur bien souvent torride.

Plus de contacts avec les autres et plus de libertés...

Malgré tous ces inconvénients des campeurs nous ont déclaré qu'ils reviennent chaque année car c'est l'occasion pour eux de « retrouver des amis, d'être au bord de la mer, au soleil ».

Pour quelle raison faites-vous du camping?

- Cette année, encore plus que l'an dernier, pour des raisons financières; mais aussi parce que nous aimons cela : c'est la liberté de manger aux horaires que l'on veut et sur-

tout de ne pas s'habiller.

 Pour moi ce n'est pas une question de préférence. J'aimerais bien être tranquille, mais nous sommes nombreux et nous ne pouvons pas nous permettre d'aller à l'hôtel. Nous avons essayé une année, on nous demandait 120 F par tête, alors vous vous rendez compte. Cela fait déjà quatre ans que je viens dans ce camping. Ailleurs, nous avions été très déçus par l'accueil, l'animation surtout. Ici c'est bien, on a la plage sans sortir la voiture. Cette année nous sommes partis à l'aventure, nous sommes allés jusqu'à Sète, mais les prix sont exhorbitants, en plus on est mal reçu. Les campings sont pleins partout, on a été obligés de revenir là, nous y avons toujours reçu un bon accueil.

Vous avez toujours fait du cam-

- Depuis cinq ans seulement. On a loué en village de vacances, ça nous revenait beaucoup plus cher, c'est pour cela que nous avons acheté la caravane.

Des vacances bon-marché

Une mère de famille à Houlgate :

Cette année nous avons voulu partir quand même; cela fait quatre ans qu'on n'a pas pris de vacances. On a fait l'erreur de calculer comme il y a quatre ans, mais tout a changé. Le camping n'est pas cher. C'est le moins cher, on en a fait trois avant. Mais c'est la nourriture le problème! Avant on pêchait. Maintenant ce n'est plus possible car il y a une mousse jaune dégoûtante.

Nous allons tenir trois semaines peut-être, mais pas un mois! Pour une fois que je prends des vacances, j'ai encore des soucis de fric et cela me gâche mon plaisir de devoir

compter. »

MARÉE NOIRE DANS LA DURANCE :

On a toujours besoin d'un plus petit...

pollueur que soi

Un geyser de pétrole a jailli sur le territoire de la commune de Paluds-de-Noves, dans les Bouches-du-Rhône. L'oléoduc sud-européen, qui mène le pétrole de Fos-sur-Mer à l'Allemagne, venait de se rompre, deversant plusieurs milliers de mètres cubes de pétrole dans les canaux d'irrigation et dans la Durance. Ce n'est d'ailleurs pas le premier incident de ce genre. En novembre 1978, le même oléoduc avait laissé échapper un ou deux milliers de mètres cubes de pétrole à Saint-Martin-de-Crau.

D'après un protocole d'accord avec les organisations agricoles riveraines, la société du pipe-line s'engageait d'ailleurs « par tous les moyens nécessaires, et à ses frais, à arrêter les causes de la pollution ». Il faut dire que la Durance, ainsi que son affluent en cet endroit, l'Aiguillon, alimente des canaux d'irrigation pour les cultures maraîchères.

Or, il aura fallu plusieurs heures à la société du pipe-line pour stopper la fuite. Si la catastrophe n'a pas été plus grave pour la Durance et le Rhône, c'est avant tout grâce à l'intervention des pompiers qui ont établi des barrages flottants sur la Durance, et à la

réaction rapide des agriculteurs qui ont immédiatement fermé les canaux.

Et les pouvoirs publics ? Ils avaient pensé à prévenir toute pollution. Quelques heures auparavant et dans le département voisin du Gard, les autorités préfectorales ont fait intervenir la police contre de terribles pollueurs: deux cent cinquante personnes qui faisaient du camping sauvage sur les berges du Gardon.

Bien sûr, face à des milliers de tonnes de pétrole généreusement déversées, par deux fois en deux ans, par les bonnes grâces de l'industrie capitaliste, les pouvoirs publics n'ont pas été aussi fermes. On n'a pas vu la police intervenir contre les responsables de cette pollution-là. Mais le sous-préfet s'est dérangé, et on l'a même vu patauger en bottes dans la boue noirâtre des vergers avoisinants. Après quoi il a déclaré qu'il n'y avait pas à s'inquiéter, que les conséquences écologiques seraient limitées et qu'il n'y avait pas plus de cinq mille mètres cubes de petrole qui s'étaient répandus. Bagatelle! Jusqu'à la prochaine rupture.

Jean-Louis CHAMPENOIS



• Quand les gendarmes s'en mêlent...

Depuis le mois de juillet, autour du lac de Sainte-Croix-du-Verdon en Haute-Provence, le camping est un sujet de tension. Des milliers de campeurs sauvages se sont installés autour de ce lac. Ils n'avaient d'ailleurs guère le choix, car très peu d'installations existent. Les gendarmes sont intervenus pour les chasser, et continuent de passer régulièrement pour expulser les campeurs « sauvages ».

Au début du mois d'août ceux-ci deviennent donc un peu plus rares et les nouveaux arrivants attendent de voir si on va les chasser ou non. Un campeur de Moustier-Sainte-Marie nous a raconté comment il s'est fait expulser: « Un gendarme de la brigade de Moustier nous a dit: "Je suis venu là pour être peinard, je ne vais pas faire emm. par les touristes. Retournez en Bretagne, chez vous aussi il y a la mer, on n'a pas besoin de vous voir et si vous ne partez pas, on poussera vos caravanes dans le lac" ». Des campeurs

ou des gendarmes, les plus sauvages ne sont pas ceux qu'on pense!

Les communes n'ayant pas de moyens pour créer des structures d'accueil, l'ouverture de campings est laissée à l'initiative privée. Le résultat est parfois le racket. Un campeur de la région nous a donné l'exemple de son camping: « Quand je suis arrivé fin juillet, c'était 3,50 F par personne et 5 F l'emplacement. Au mois d'août, c'est passé à 4 F et 6,50 F. En plus un matin, l'eau a été coupée sous prétexte de panne. A une dizaine, nous sommes allés trouver le responsable qui a rétabli l'eau, sauf pour les douches froides. Par contre les douches chaudes fonctionnaient pour 2,50 F les dix minutes. On a fait une lettre à la préfecture estimant que c'était un scandale. Ce camping qui existe depuis plusieurs années a reçu deux étoiles provisoires en attendant l'amélioration des sanitaires dont il n'y a toujours aucune trace ».



D'ORNANO: LAISSE BÉTON!

Il y a un an, le ministre de l'Environnement, d'Ornano, avait promis la fin des marinas et des fronts de mer bétonnés, ainsi que le libre accès de tous à tous les rivages :

« Plus de constructions à moins de 100 mètres du rivage. Rien ou presque, là où les espaces sont intacts » avait-il décrété, reprenant le thème d'une vieille circulaire pondue trois ans auparavant par Chirac et apparamment tombée dans l'oubli.

D'Ornano est efficace et ses flics prompts à lui obéir. Les campeurs « sauvages » du Midi, des Saintes-Maries au Verdon en ont entendu parler...

Mais les promoteurs, quant à eux, peuvent continuer en toute impunité à narguer le ministre de l'Environnement. Pourquoi se gêneraient-ils à Cabourg ou ailleurs, puisque l'exemple vient d'en haut et que même madame d'Ornano maintient dans sa bonne ville de Deauville, le projet d'extension de la marina de Port-Deauville, prévu pour 1981.



Sur la route de vos vacances

les caravanes de lutte ouvrière



Les caravanes de Lutte Ouvrière poursuivent leur itinéraire sur la route des vacances, rencontrant toujours, dans les localités qui les accueillent, la même sympathie auprès des vacanciers et des habitants qui viennent s'arrêter à notre chapiteau.

Au cœur des discussions, les moyens de lutter contre la crise et le chômage. En Normandie, des marins-pêcheurs sont venus parler de leur conflit. Souvent les dangers du nucléaire sont abordés ainsi que les menaces qui pèsent sur l'écologie. Un peu partout, on vient s'informer sur le programme des révolutionnaires et on discute des possibilités de changer cette société, et de se passer des patrons.

Pendant une semaine encore, nos caravanes vont sillonner les routes du Midi à la rencontre des derniers vacanciers de ce mois d'août. Vous qui êtes dans l'une de ces régions, ne manquez pas de venir nous rendre visite!



LANGUEDOC- ROUSSILLON

Mar. 19.8 Carcassonne Mer. 20.8 Alet-les-Bains Jeu. 21.8 Quillan Sam. 16.8 Narbonne Dim. 17.8 Lézignan Lun. 18.8 Villalier

PROVENCE

Sam. 16.8 Comps-sur-Artuby Dim. 17.8 Cotignac Lun. 18.8 Brignoles Mar. 19.8 Le Muy

Mar. 19.8 Le Muy Mer. 20.8 Cavalaire-sur-Mer Jeu. 21.8 Bormes-les-Mimosas

ARDÈCHE

Sam. 16.8 Vallon-Pont-d'Arc Dim. 17.8 Bagnol-sur-Cère Lun. 18.8 Uzès Mar. 19.8 Anduze Mer. 20.8 La Grand'Combe Jeu. 21.8 Florac



POLOGNE:

La classe ouvrière refuse la hausse des prix

La crise économique mondiale affecte aussi gravement les Démocraties Populaires. L'endettement de la Pologne à l'étranger, qui se monte à 18 milliards de dollars, s'est traduit par un renchérissement des produits de première nécessité, quand ce n'est pas par la pénurie de certaines denrées.

Au début juillet, le gouvernement Gierek a décidé une augmentation du prix de la viande de 70 à 80 %. Mais, la hausse était à peine annoncée que dans plusieurs entreprises, des travailleurs se mettaient en grève. Et en particulier aux usines Ursus, à Varsovie, une usine de tracteurs et de machines agricoles qui emploie 14 000 ouvriers.

Il semble que le gouvernement polonais ait eu à faire face à une série de grèves à Varsovie et à Gdansk, et que partout, au bout de deux jours de grève les travailleurs aient obtenu des augmentations de salaire de l'ordre de 7 à 10 %, soit sous forme de primes, soit directement intégrées au salaire. Selon le KOR (le comité d'autodéfense sociale) la grève s'accompagnait d'élection de comités de grève ou de délégations pour négocier avec la direction.

Puis l'augmentation des prix aurait été rapportée, puis reconfirmée quelques jours après.

Depuis lors, d'autres grèves touchent de nombreuses entreprises de différentes branches et dans plusieurs régions du pays.

Selon le KOR des grèves reprennent même dans certaines entreprises qui ont déjà débrayé dans les premiers jours de juillet, notamment à Ursus et à WSK Swidnik où les travailleurs obtiennent 15 % d'augmentation.

A Lublin, la grève a démarré le 9 dans la fabrique de camions de Lublin, à Buczek une usine de chaussures, aux abattoirs, dans les



trains, les transports en commun municipaux et a duré quatre jours. Quelque neuf cents éboueurs de Varsovie, sur environ 1 500 étaient en grève dès le vendredi 8 août et viennent de recevoir la promesse d'une augmentation progressive des salaires, de l'ouverture d'un centre de distribution de viande dans chacune des cinq bases de l'entreprise et l'amélioration de l'équipement sanitaire. Et bien que Marek Glessmann, l'un des membres du comité de grève, ait été interpellé le 11 août au matin, il était relâché après 9 heures de détention.

Visiblement devant cette vague de mécontentement qui touche de nombreuses régions industrielles, des travailleurs de l'automobile, du textile, des transports (et en particulier un des dépôts d'autobus de la capitale), des verreries, etc., le gouvernement hésite à réprimer et il lâche du lest face aux revendications des grévistes.

Non seulement certains ouvriers de Gdansk et de Gdynia ont reçu des augmentations de salaire inattendues qu'ils ont découvertes en même temps que leur feuille de paie, mais encore dans certaines usines — comme celle de Bierum Stary dans la région de Katowice et dans une verrerie à Walbrzych — des augmenta-

tions de salaire auraient été accordées... aux seuls grévistes.

Bien sûr, ces mouvements grévistes n'ont pas le caractère insurrectionnel de ceux de 1970 ou de 1976. C'est peut-être dû à la politique relativement conciliante du gouvernement polonais.

Certes, la marge de manœuvre des dirigeants polonais est étroite; ils sont coincés entre les revendications des travailleurs, la crise économique et la présence de l'URSS qui ne leur laisse sûrement pas une entière liberté, tant sur le plan politique qu'économique.

Mais la classe ouvrière polonaise, elle, vient de montrer qu'elle est présente, elle aussi, et qu'elle a bien conscience que ses armes de classe, et en particulier la grève, sont le meilleur moyen de se faire entendre. Là-bas, pourtant, c'est autrement difficile qu'ici.

GII LANNOU.

CHINE :

Quand on doit re-tuer les morts

« Mao Tse-toung était un homme et non un dieu et il n'était pas immunisé contre les erreurs ». Ces paroles sont de Hua Kuo-feng, le Premier ministre et président du Parti Communiste Chinois, dans une interview à un journal yougoslave reprise par l'agence officielle Chine Nouvelle. « Le Grand Timonnier » a la responsabilité de « graves erreurs commises par le parti durant les années de la Révolution culturelle entre 1966 et 1976. Nous avons été trop ambitieux dans le domaine de l'économie et dans certains cas nous avons gravement exagéré l'importance de la lutte de classes... ».

Ainsi, quatre ans après la mort de Mao qui l'avait placé lui-même à la tête du gouvernement, Hua Kuo-feng met fin (en paroles) au « culte de la personnalité ». En même temps, une mini-campagne de « démaoîsation » aurait lieu dans tout le pays. Les portraits de Mao sont décrochés, ses maximes disparais-

sent des premières pages des journaux, et les petits livres rouges sont enlevés des rayons des bibliothèques municipales.

Jusqu'où cela ira-t-il ? Ira-ton jusqu'à retirer son corps du mausolée de la place Tien-An-Men ? Mao sera-t-il jeté aux oubliettes par ses héritiers ? Il est bien difficile de le dire.

Apparemment, aucun des actuels dirigeants de la Chine ne dispose encore du pouvoir personnel incontesté dont disposait Mao. Car ce n'est que sous la pression de graves difficultés, au travers d'épreuves menaçant sa survie que la couche dirigeante de l'Etat chinois pourrait faire bloc derrière un nouveau dictateur et accepter que pèse sur elle-même la dictature qu'elle impose au reste du pays.

Mais cependant le déboulonnage du personnage de Mao et la critique du culte de la personnalité ne sont pas une forme de libéralisme. Au contraire, c'est bien pour avoir les coudées franches, pour pouvoir prendre leurs décisions, sans critiques, que les actuels dirigeants de la Chine ne veulent pas être confrontés avec les actes, les dires ou les écrits de Mao. Ce serait la porte ouverte à la critique de leurs propres actes. Il faut qu'une éventuelle opposition n'ait rien sur quoi s'appuyer. Si une telle opposition citait aujourd'hui Mao contre un des actuels dirigeants, ce serait du culte de la person-

Mais l'histoire a montré que ce n'est pas forcément celui qui déboulonne la momie d'un dictateur défunt de son piédestal qui recueille tous les lauriers. Krouchtchev, qui prit l'initiative de la déstalinisation, en a fait l'amère expérience, lui qui a été supplanté par Brejnev.

Hua Kuo-feng n'est peutêtre qu'en train de déblayer le terrain pour un de ses

André ROJA.



A Pékin, on démaoïse à tout va : Hua Kuo-feng fait le ménage pour avoir les coudées franches... (ph. AFP)

Avortement:

Des décrets pour freiner l'application de la loi

Deux décrets d'application de la loi du 3 décembre 1979 sur l'avortement viennent de paraître. Cette loi, comme la précédente, celle de 1974, est encore loin d'être appliquée partout et de répondre à la demande des femmes qui veulent interrompre leur grossesse.

supérieur à la moyenne nationale. On n'a encore jamais vu la justice inculper qui que ce soit pour refus de pratiquer un avortement dans le cadre de la loi.

Ces deux décrets (dont le deuxième, de portée très limitée, accorde plus de facilités aux étrangères réfugiées politiques), ne changeront rien à la situation actuelle, si ce n'est en pire

Jeanine ALDAUT

Bon nombre d'hôpitaux n'ont pas de centre d'interruption volontaire de grossesse, faute de crédits ou parce que certains chefs de service sont opposés à sa création. Le résultat, c'est que bien des femmes ont encore recours à l'avortement clandestin, comme avant la loi. Ce qui entraîne alors que les établissements publics ou privés qui acceptent de

pratiquer des avortements

sont surchargés.

Et c'est à eux que le gouvernement s'en prend avec le premier de ces décrets. En effet, y sont indiquées les sanctions qui frapperont les directeurs d'établissements qui ne rempliront pas les bulletins de statistiques prévus par la loi pour chaque avortement; des peines sont fixées pour les médecins qui pratiquent des

avortements sans les déclarer.

Le souci du gouvernement n'est donc pas de mieux faire appliquer la loi, mais de s'opposer à ceux qui l'appliquent trop libéralement. On l'a bien vu récemment, lors d'inculpations de médecins pratiquant des avortements au-delà des délais ou faisant rembourser leurs clientes peu fortunées par la Sécurité sociale en camouflant l'avortement sous un autre nom. Ainsi, le 20 juin, un médecin de l'hôpital de Passy était inculpé pour avoir pratiqué des avortements tardifs sous le nom d'avortements thérapeutiques, et une clinique de Lyon sera fermée à partir du 15 août pour dépassement des délais et un taux d'interruptions de grossesses de 30 à 40 fois

Hôpital de Bordeaux :

Des nouveaux-nés sacrifiés aux économies

A l'hôpital pour enfants de Bordeaux, selon ce que rapporte L'Humanité, 14 nouveauxnés seraient morts en l'espace de 17 jours (du 8 au 25 juillet) dans le service de réanimation néonatale. Après enquête, la cause de la mort serait la septicémie, au moins pour 6 des bébés, tous n'ayant pas été examinés.

La direction du CHR va probablement se trouver de bonnes excuses, mais le manque d'hygiène, les soins insuffisants sont à l'origine de ces morts. En effet, la direction avait récemment réduit les effectifs dans ce service, l'autoclave qui sert à la stérilisation était en panne depuis 8 mois, le personnel ne recevait une blouse propre que tous les 4 jours.

Depuis cette série de morts, la direction a promis de réembaucher 3 aides-puéricultrices, de donner des blouses propres tous les jours, de fournir des stérilisateurs, de construire un sas de stérilisation pour les visiteurs. Belles promesses de gens qui se sentent coupables! Mais ces mesures, si elles sont prises, viennent un peu tard.

Cet hiver, à Paris, on a vu deux cas tout à fait semblables : les maternités de Baudelocque et de Port-Royal, qui ont été fermées après la mort de plusieurs nouveaux-nés causée par une épidémie d'entérocolite. Comme à Bordeaux, ces bébés sont morts faute de personnel, faute de moyens suffisants pour prévenir l'infection.

La politique d'économies criminelle qui est pratiquée dans tous les hôpitaux par les pouvoirs publics ne tue pas toujours de façon aussi visible, mais elle est rarement sans conséquences néfastes. Les hôpitaux doivent être des lieux où l'on est soigné, pas des lieux où l'on est achevé!

J.A

VEAUX AUX HORMONES:

Quand l'eau est vendue au prix de la viande

On reparle une fois de plus de veaux aux hormones. Un nouveau réseau de trafic d'hormones a été découvert récemment et plusieurs personnes ont été arrêtées dans la région Rhône-Alpes: des éleveurs pour avoir injecté à leurs veaux du diéthy-stilbertol dont l'utilisation est interdite, et un vétérinaire pour l'avoir prescrit. A Epinal, dans les Vosges, ce sont des pharmaciens qui sont impliqués.

En septembre de l'année dernière, c'est dans le Lot-et-Garonne qu'un autre réseau avait été découvert... dont le nouveau réseau serait une ramification. Et en avril dernier, huit groupements agricoles des Côtes-du-Nord étaient accusés de vente illicite de médicaments destinés aux porcs.

Bref, le problème de la viande aux hormones

revient périodiquement sur la table si l'on peut dire. Les veaux « traités » aux hormones gagnent en moyenne 20 kg à l'abattage... 20 kg de « viande » qui, dans la poële, se révélera être de l'eau puisque les hormones en question favorisent la rétention d'eau par les tissus. D'où ces escalopes et rôtis qui ont la vertu de rétrécir singulièrement à la cuisson.

Depuis des années, les protestations n'ont pas cessé contre l'usage des hormones dans l'élevage. Une loi de novembre 1976 interdit l'utilisation des « substances à action œstrogène» en vue d'engraisser le bétail. Mais il est de notoriété que cette réglementation n'est pas respectée. D'après le docteur Rémy, président du Syndicat National des Vétérinaires Praticiens, « Des hypermarchés du médicament

s'installent, subventionnés par les collectivités locales, bafouant au grand jour la loi. Une dérogation, officialisée par un décret, permet à tous les inséminateurs d'utiliser les hormones les plus dangereuses. La consommation anarchique de médicaments vétérinaires n'a jamais été aussi forte. La plupart des fabricants les distribuent à n'importe qui. 75 % des veaux sont implantés ».

En fait, contre ces pratiques, la législation ne peut pas grand-chose. Car le problème est celui des conditions dans lesquelles se pratique l'élevage à l'heure actuelle. Ce dernier n'échappe pas plus aux impératifs de rentabilité que n'importe quelle activité dans le cadre de l'économie capitaliste.

Alors, la plupart des éleveurs sont contraints de se plier aux lois du « modernisme », et d'accélérer la croissance de leurs animaux à coup d'élevage « en batterie ». d'aliments artificiels, et à coups de seringue.

D'autant plus que les éleveurs, bien souvent, ne sont plus que les agents d'exécution des trusts agro-alimentaires qui non seulement leur vendent les aliments pour le bétail, mais souvent le bétail luimême, qui le rachètent une fois engraissé en imposant des délais, des normes de poids et même de véritables « plans de production » que les éleveurs doivent respecter.

Et tant pis pour le consommateur.

Jean-Louis CHAMPENOIS



Roussel-Uclaf (Romainville)

Encore un accident en fabrication 4

Dans le bloc stérile d'un atelier de fabrication, mercredi 6 août en soirée, le mélangeur contenant la valeur de deux fûts de néomycine (poudre antibiotique) stérile s'est trouvé sous pression. Le couvercle s'est déformé et les dizaines de kilos de poudre sous pression ont été projetés. L'ouvrier qui travaillait là a reçu dans l'abdomen tout le contenu du mélangeur, et il aurait pu être étouffé: sous le choc la cagoule qu'il avait sur la tête s'est retournée. Son camarade qui était dans le bloc a pu intervenir rapidement pour le dégager.

Le chef de service a tenté de faire retomber la responsabilité de l'accident sur l'ouvrier.

C'était la première fois que celui-ci travaillait dans le bloc stérile. Il avait juste eu une démonstration de quelques minutes dans l'aprèsmidi. L'enquête du comité d'hygiène et de sécurité révélait par ailleurs que ce mélangeur n'était pas conçu pour être utilisé sous pression, qu'il avait été installé dans le bloc stérile sans aucune sécurité permettant l'échappement de la pression en cas d'accident.

Depuis le 17 juillet, c'est le

cinquième accident dans les ateliers de fabrication 4. Et pour cause : à l'approche des départs en vacances, la hiérarchie a voulu boucler le programme de production en tentant de récupérer en partie la grève du mois de juin. Les charges de travail ont été accrues, les ouvriers changés fréquemment de poste de travail pour boucher les trous et permettre à la production de sortir à tout prix.

Roussel-Uclaf travaille pour la santé... mais pas celle de son personnel!

Correspondant LO

SNCF (Paris-Gare du Nord)

Un accident mortel:

UN CRIME!

Deux travailleurs de la voie, dont l'un était protecteur, se sont fait prendre en sandwich par deux trains de banlieue. Bilan : un mort et un blessé grave.

Ils se sont retirés après avoir entendu un klaxon sonore qui les avertissait de la venue d'un train sur la voie sur laquelle ils travaillaient, mais sur l'autre voie un autre train arrivait et ils n'ont pas pu se dégager.

Cet accident a eu lieu à la sortie de la gare du Nord, le lundi 11 août, vers 17 h, c'est-à-dire à une heure de pointe. La SNCF sait parfaitement que travailler à ces heures-là est particulièrement dangereux.

Elle porte l'entière responsabilité de la négligence criminelle qui a abouti à la mort d'un travailleur.

Correspondant LO

CGCT (Massy)

Prime au départ volontaire! LES PRIX MONTENT!

Les suppressions d'emplois continuent à la CGCT-Massy, dans la région parisienne. Après le départ dit « volontaire », au mois d'avril, avec prime de 40.000 F à l'appui, de plus de deux cents OS, la direction est à nouveau en chasse de nouveaux démissionnaires depuis la fin du mois de juillet.

Cette fois-ci, c'est le personnel des ateliers de professionnels — Entretien, Machinerie, Outillage — ainsi que des dessinateurs de bureaux d'études, soit au total une soixantaine de travailleurs, que la direction voudrait voir quitter l'usine.

Son but est d' « équilibrer

les effectifs en fonction des charges de travail », dit-elle. Et elle y met un prix qu'elle estime efficace : dix mois de salaire pour partir, soit quelque 60 000 à 70 000 francs en général. Et comme la somme ne semble pas séduire les travailleurs concernés (ce cadeau intéressé ne fait pas oublier qu'il s'agit bel et bien de licenciements déguisés, mais sans les garanties ordinaires en cas de licenciement), la direction tente de les intimider en procédant à des mutations d'office de quelques-uns à la production, sur les presses. Elle menace aussi, à nouveau, d'une réduction de l'horaire de travail, avec baisse du salaire en conséquence.

A la CGCT-Massy, pendant un an, de juin 1979 à juin 1980, le chômage technique a imposé quasiment à tous de ne travailler que 32 heures par semaine. Le salaire était diminué d'autant, avec les indemnités réglementaires.

Preuve pourtant que si le travail à faire n'exige plus la présence de tous quarante heures par semaine, il est possible de le partager et de réduire les horaires. Reste bien sûr à l'imposer à la direction de la CGCT, filiale du trust international ITT. Sans diminution de salaire bien entendu.

Correspondant LO

Beghin-Say (Kaysersberg)

Pour la fabrication des produits Lotus, une exploitation sans douceur

Nous reproduisons ci-dessous l'interview d'un militant syndicaliste CFDT de l'usine Beghin-Say de Kaysersberg (Haut-Rhin), usine de 600 personnes où l'on fabrique du carton et les produits Lotus (assiettes, gobelets, serviettes en papier ou carton, papier hygiénique, etc.). L'usine fait partie du groupe Béghin-Say, plus connu pour ses activités sucrières.

« Dans l'année, on travaille en équipe, en 5 × 8. Pendant les vacances, chaque équipe prend ses congés à tour de rôle. Ce qui fait qu'en ce moment, on travaille en 4 x 8, sept jours de suite, avant d'avoir deux jours de repos consécutifs. Et la période de vacances c'est vraiment ce qu'il y a de plus dur. Je suis en bout de chaîne, au rebobinage des cartons. Je gagne environ 4.000 F par mois, toutes primes comprises.

En ce moment, les cadences augmentent et les effectifs diminuent. On ne remplace pas ceux qui partent en retraite. C'en est au point que près de 40 % de l'effectif fait partie de l'encadrement (des petits agents de maîtrise aux hauts cadres). Jour et nuit, cela n'arrête pas, à part quelques jours de fête comme Noël ou Pâques. Tous les mois on arrête une pleine journée chaque machine afin

de la nettoyer, de changer les pièces usées. Mais entre deux arrêts, cela tourne et ne doit pas cesser de le faire.

La pâte — à base de vieux papiers, de celluloses, de kraft — passe dans des pulpeuses qui la brassent. Puis, elle est mise en forme de bandes et asséchée petit à petit à travers les machines à carton. Si la bande casse quelque part, on n'arrête rien: il faut la renvoyer entre les deux rouleaux suivants, en marche. C'est surtout là qu'il y a des accidents.

La semaine dernière, un ouvrier s'est cassé le bras et a eu la moitié du visage râpée par les feutres qui entourent les cylindres. Un autre a eu les doigts coupés : c'est d'ailleurs ce qui arrive le plus fréquemment comme accident. De nombreux accidents sont aussi dus au fait qu'on déplace tout le temps les ouvriers de poste, sans qu'ils soient vraiment formés à chaque travail. Les accidents n'ont jamais été aussi nombreux : plus les effectifs diminuent, plus la polyvalence augmente, plus la production s'accroît et plus il y a d'accidents.

Tout ce que le patron trouve à dire, c'est qu'il faut encore augmenter la production, limiter les casses et diminuer les effectifs pour que l'entreprise reste « compétitive ».

Alors, cela ne peut plus durer ainsi. »

Air-France (Orly)

La voix de son maître

La direction générale d'Air-France vient de notifier à deux responsables syndicaux CGT (l'un est secrétaire du syndicat et secrétaire général de la section Orlysud, l'autre est délégué syndical) une demande de sanction de quatre jours de mise à pied. La minceur des faits reprochés a de quoi surprendre.

En effet, suite au licenciement d'un délégué du personnel CGT d'Orly-sud, la CGT avait organisé une délégation de plusieurs dizaines de délégués pour protester auprès de la direction. La délégation aurait pénétré sans autorisation et en l'absence du directeur du personnel dans son bureau... C'est la version de la direction. Cette dernière sanctionne pour ces faits deux responsables syndicaux.

Pourtant, les délégations de délégués du personnel sont choses courantes à Air-France, elles n'ont jamais entraîné la moindre sanction. Non, il s'agit bien d'un prétexte qui est à rapprocher de celui qu'a trouvé la direction de la Régie Renault pour licencier le secrétaire général de la CGT de Renault-Billancourt, licienciement avalisé par le ministre du Travail, et qui trace ainsi aux chefs d'entreprises, y compris dans le secteur nationalisé, la conduite à tenir envers la CGT, et plus généralement envers les militants syndicaux combatifs.

Correspondant LO



« Mais qu'est-ce que j'ai fait au bon dieu pour avoir une femme qui boit dans les cafés avec les hommes ? »

Un garagiste pied-noir, qui a l'accent, la verve — l'égoïsme et la vantardise aussi — est satisfait de la vie bien rangée qu'il mène : ses affaires marchent plutôt bien, sa femme l'attend à la maison, son fils est marié et vit avec eux. Jusqu'au jour où arrive le contrôleur des

impôts et où sa femme quitte l'entreprise familiale pour goûter un peu de liberté.

La situation est bien conformiste, mais les réparties de Robert Castel sont souvent très drôles. Et on rit.

Laurence VINON



Sélection Cinéma Dans les salles parisiennes.

Films récents...

LE CHRIST S'EST ARRÊTÉ A EBOLI de F. Rossi.

Un intellectuel exilé par Mussolini dans un petit village, où règnent l'arriération, la misère et la domination quasi féodale des notables.

Studio de la Harpe 5° (vo). Huchette 5° (vo). Pagode 7° (vo). UGC Marbeuf 8° (vo). Studio Raspail 14° (vo).

DON GIOVANNI de Losey. L'opéra de Mozart, tourné

L'opéra de Mozart, tourné dans un splendide décor naturel.

Vendôme 2° (vo).

LES FAISEURS DE SUIS-SES DE Rolf Lyssy.

Filmé par un Suisse, un morceau d'ironie sur le patriotisme suisse... et les autres. Marais 4° (vo).

KRAMER CONTRE KRA-MER de R. Benton.

Le problème du divorce, lorsque chacun des parents — et en particulier le père — entend conserver la garde de l'enfant. Et lorsque la justice s'en mêle.

Marignan Concorde Pathé 8º (vo). Capri Grands Boulevards 2º. Sept Parnassiens 14º (vo).

THE ROSE de M. Rydell, avec Bette Midler.

D'après la vie de la chanteuse de rock Janis Joplin, un film sur la solitude d'une star, adulée mais vaincue par la drogue, l'alcool, l'angoisse.

Hautefeuille 6° (vo). Gaumont Champs-Elysées 8° (vo). Kinopanorama 15° (vo). Olympic 14° (vo). Sept Parnassiens 14° (vo).

LE TROUPEAU.

Un témoignage choc sur la Turquie d'aujourd'hui. Dans son voyage vers Ankara, une famille de nomades est confrontée à l'univers cruel et corrompu de la société moderne.

14 Juillet Parnasse 6° (vo). Racine 6° (vo). 14 Juillet Bastille 11° (vo). 14 Juillet Beaugrenelle 15° (vo). Marbeuf 8°

...et moins récents

LE GUÉPARD de L. Vis-

Alors que Garibaldi débarque en Sicile, la fin d'un monde aristocratique de l'Italie du Sud.

Gaumont les Halles 1°r. Quartier Latin 5° (vo). Marignan 8° (vo). Montparnasse 14°. Cambronne 15°. Saint-Lazare Pasquier 8°.

LES SENTIERS DE LA GLOIRE.

Durant la guerre de 1914-1918, dans l'armée française, des juges militaires condamnent à mort des soldats qui ont osé se dresser contre les ordres de leurs galonnés. Une condamnation de la grande boucherie impérialiste.

Le Seine 5°. Attention, une seule séance à 16 h 30. LE SHERIF EST EN PRISON.

Un petite ville de l'Ouest découvre avec fureur que son nouveau shérif est un Noir! Une satire désopilante du western et du racisme.

Studio de la Harpe 5° (vo). Sept Parnassiens 14° (vo). Elysées Lincoln 8° (vo).

LAWRENCE D'ARABIE.

Lawrence, agent secret de l'impérialisme britannique en Arabie sous domination turque, entraîne des tribus bédouines à la guerre contre l'Empire ottoman. Un film passionnant sur les dessous de la politique britannique au Moyen-Orient.

Berlitz 2°. Quintette 5° (vo). George V 8° (vo). Paramount Galaxie 13°.

MOLIÈRE.

Cette vie de Molière, c'est aussi la vie des gens de théâtre, avec ses drames et ses joies. Attention, le film dure quatre heures. 1^{re} partie à 13 h 15, 2^e partie à 15 h 30.

Calypso 17°.

QUEIMADA, avec Marlon Brando.

Au XVIIIe siècle, dans une possession espagnole des Antilles, un agent secret britannique suscite une révolte d'esclaves pour chasser les Espagnols. Parvenu à ses fins, il s'allie avec les propriétaires pour déposséder les esclaves de leur victoire et les réprimer. Un film à ne pas manquer.

Hollywood Boulevard 9°.

LITTLE BIG MAN, avec Dustin Hoffman.

La vie des Indiens d'Amérique racontée par un Blanc qui a été des leurs.

Noctambules 5° (vo). Tourelles 20° (mardi à 21 heures seulement).

« Long week-end »

Ce film, qui a obtenu un « prix spécial du festival du film fantastique » l'an dernier, donne dans l'épouvante... mais la plus épouvantable.

Sur une plage australienne déserte, un couple au bord de la rupture compte sur la nature pour favoriser une réconciliation.

Mais pour les besoins du genre, les hommes sont aussi atroces que la nature. Les premiers s'amusent à écraser un kangourou, tuer des oiseaux, abattre sans raison des arbres. Et la nature se venge: serpents, araignées, rapaces cruels — toute la panoplie — inspirent peu à peu la terreur au couple. L'angoisse s'empare des personnages, mais pas du spectateur qui trouve décidément ce week-end bien long.

J.A

O W Deux affreux sur le sable »

Avec Tony Curtis

Deux affreux, un Noir et un Blanc, traficoteurs d'armes en mal de clientèle, se font voler par plus méchants qu'eux. Obligés de rallier le domaine de la veuve névrosée d'un ancien colonel rescapé de l'Afrika-Korp, qui prive d'eau la population en représaille du meutre de son mari, ils n'ont d'yeux que pour les bouteilles et la taille fine de l'orpheline du colonel.

Ils font les pîtres, mais

sans parvenir à faire rire. Et comme l'eau dans les sables environnants, le film se perd dans une intrique laborieuse.

On n'a même pas la ressource de contempler les paysages africains: le film a été tourné dans le Néguev israélien, avec le personnel d'une base d'aviation et deux douzaines de touristes noirs américains pour la figuration.

André ROJA

« Le commando de Sa Majesté »

En 1943, au quartier général anglais de New Delhi, le commandant fulmine. Une soixantaine de cargos alliés ont été coulés dans le mois par un sous-marin allemand. Les services goniométriques ont repéré l'émetteur radio qui renseigne le sousmarin. Il est situé sur des navires allemands mouillés dans le port de Goa, une possession portugaise en Inde où les armées britanniques ne peuvent intervenir.

Or, il existe à New-Delhi un club de « lanciers du Bangale » peuplé de vieux militaristes revanchards atteints par la limite d'âge mais brûlant cependant de prouver à l'armée et à euxmêmes qu'ils n'ont pas perdu la main. On leur confiera la mission.

Il faut ajouter à cela un vieux rafiot qui tombe toujours en panne quand le scénario en a besoin, une espionne nazie belle et machiavélique, et Grégory Peck, Roger Moore et David Niven qui sont les « bons alliés » face aux « méchants Allemands ».

Les «bons» l'emportent, bien sûr, et tout est tellement prévisible — l'issue comme les péripéties — que c'en est navrant.

GII LANNOU

LIVRE

Sélection_

Samedi 16 août

20 h 30. TF1. Numéro Un. Variétés, sketches comiques, avec Jean-Pierre Darras.

22 h 40. TF1. Les comiques associés. Sketches, avec Alex Métayer, Sylvie Joly, Triboulet, Catherine Allegret, etc.

Dimanche 17 août

14 h 55. A2. Alain Decaux raconte. Le gibet pour Laszlo Rajk. L'émission évoque le procès de Rajk, dirigeant du Parti Communiste Hongrois, condamné à mort en 1949 pour avoir « comploté » au service de la CIA... et de Tito. L'un des plus tristement célèbres parmi les procès staliniens dans les Démocraties populaires à l'époque de la Guerre froide.

16 h 20. A2. Arabella. Opéra de Richard Strauss, avec Hans Kraemmer, Margita Lilowa et l'Orchestre philarmonique de Vienne sous la direction de Georg Solti.

19 h 25. TF1. Les animaux du monde. Oiseaux des tropiques.

20 h 30. TF1. Le vent de la plaine. Western, avec Burt Lancaster. Le réalisateur, John Huston, a voulu, ditil, « montrer comment on traitait les Indiens. Encore moins bien que les Noirs. Le crime des Etats-Unis contre les Indiens est beaucoup plus important que tout ce qu'ils ont commis contre les Noirs. Ce qu'on leur a fait est une des grandes hontes de l'histoire ».

20 h 30. FR3. Les merveilles de la mer. Les dessins de la vie. Emission de Frédéric Rossif. La diversité des espèces animales sous-marines, leur évolution.

22 h 30. Cinéma de minuit. Cycle Samuel Fuller. Quarante tueurs. Une bande de quarante cavaliers dirigés par une femme. Un western quelque peu anticonformiste pour son époque (1957).

Lundi 18 août

20 h35. A2. Question de temps. Le duel Carter-Reagan. Il y a fort à craindre que la présentation de Jean-Pierre Elkabbach ne laisse dans l'ombre les dessous de la vie politique américaine.

21 h 40. A2. Les fils de la peur ou les religions du Brésil. La religion dont il est ici question, c'est... le football. Comment on fabrique un joueur professionnel à partir d'un gosse des bidonvilles. Un sur des millions.

21 h 50. Grand'mères (série de sept émissions). Jeanne et Hélène. Deux octogénères cévenoles, pleines de verve et de vitalité, évoquent leur vie : dès l'âge de treize ans, elles devaient travailler jusqu'à 18 heures par jour à trier le charbon.

Mardi 19 août

22 h 15. TF1. Médicale. Emission d'Igor Barrère et Etienne Lalou. Les clowns, le psychiatre et l'enfant. Le docteur Michel Soulé, psychiatre pour enfants, fait part de ses travaux sur la période de 5 à 10 ans, où les enfants sont fascinés par le cirque et particulièrement par les clowns. Une fascination qui peut se prolonger bien au-delà de cet âge!

Mercredi 20 août

17 h 30. A2. Les animaux de la mer. La vie animale dans les forêts de l'île de Bornéo avec, entre autres, le serpent volant filmé ici pour la première fois.

18 h 30. TF1. Des paysans. Troisième partie : La terre. 19 h. TF1. Caméra au poing. A la frontière du merveilleux: la vie des araignées.

20 h 35. A2. Mozartement vôtre. Spectacle dramatique et musical. Quatre musiciens en train de répéter un quatuor de Mozart.

Jeudi 21 août

22 h 40. FR3. La grande parade du jazz. Un concert enregistré l'année dernière à Nice par Lionel Hampton.

Vendredi 22 août

18 h. TF1. Les mystères du monde végétal. Emission scientifique: La fleur et ses amours. Les fleurs aussi ont une sexualité.

20 h 30. FR3. Le nouveau vendredi. Un village de la maffia. Un documentaire de la télévision britannique sur un village de Sicile et l'emprise de la maffia. 22 h 50. A2. Ciné-club été. Arsenic et vieilles dentelles. Film américain de F. Capra, avec Cary Grant. Deux vieilles filles empoisonnent des vieux messieurs... Un classique de l'humour noir.

« Les cerfs-volants »

de Romain Garv

Au début des années 1930, dans la campagne normande, un jeune garçon de modeste condition, Ludo, rencontre la belle Lila, une petite aristocrate polonaise venue passer ses vacances dans la région... Ils s'aiment. Les choses se compliquent car ils appartiennent à deux milieux sociaux différents, et puis la guerre arrive, ce qui n'arrange rien. Mais rassurons-nous, l'amour est le plus fort, et tout finit par s'arranger pour nos deux tourtereaux, même s'ils ont dû laisser quelques plumes dans la tempête de la Seconde Guerre mondiale.

On rencontre au passage quelques personnages stéréotypés tels l'oncle Ambroise Fleury, ancien combattant de 1914-1918 devenu pacifiste convaincu, et qui s'est réfugié dans la fabrication de cerfs-volants. Il part pour Le Chambon-sur-Lignon, un village dont les habitants se sont consacrés

au sauvetage des enfants juifs, puis il est déporté. On rencontre aussi la mère maquerelle juive qui, dès avant la guerre, se fabrique une nouvelle identité et se prépare à l'occupation; le cuisinier célèbre qui refuse de fermer son établissement pour assurer « la perma-nence de la cuisine française »; des officiers allemands qui trouvent la mort pour avoir trempé dans un complot contre Hitler.

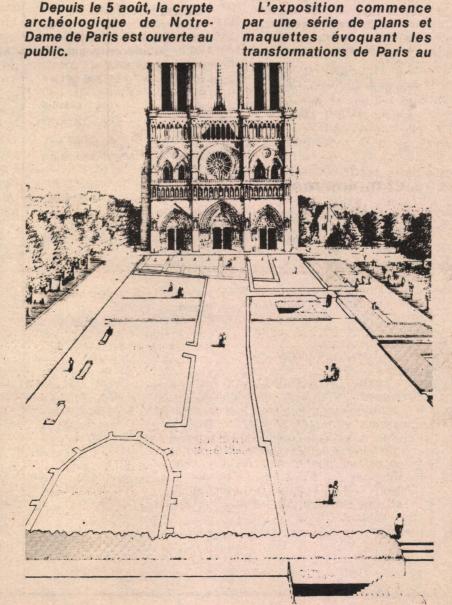
Si, en plus de tout cela, vous pouvez absorber quelques couplets à la gloire de l'amour et de la patrie et du général De Gaulle sans mourir d'ennui, bravo, vous n'aurez pas regretté vos 50 F. Quant à nous, franchement, nous conseillons d'éviter cette historiette un peu trop sirupeuse.

Michel BROUSSE

Les cerfs-volants de Romain Gary. Ed. Gallimard. 360 p. 50 F environ.

EXPOSITION

La crypte archéologique de Notre-Dame



cours des siècles, depuis les Parisii qui s'installèrent dans l'île de la Cité au 3° siècle avant J.C. jusqu'à nos jours. Des maquettes et croquis bien faits montrent plus particulièrement l'évolution du quartier de Notre-Dame, les transformations subies aux 18e et 19e siècles.

Puis, on passe aux vestiges eux-mêmes, découverts par hasard sous le parvis de Notre-Dame en 1965 lors du creusement du parking. Ces vestiges remontent, pour les plus anciens, à l'époque gallo-romaine. Nous découvrons le sous-sol du quartier où s'enchevêtrent différentes époques: fondations d'une maison gallo-romaine avec système de chauffage à air chaud, caves médiévales, fondations de remparts du Bas-Empire, fondations de monuments détruits, comme l'ancien Hôtel-Dieu, etc. Une part de l'histoire de Paris est ainsi évoquée que les commentaires et les maquettes rendent toujours très compréhensible.

Crypte archéologique, parvis de Notre-Dame (entrée près du parking souterrain), ouvert de 10 h à 12 h 30 et de 14 h 30 à 19 h, fermeture des guichets 1/2 h avant. Fermé le lundi. Entrée: 7 F.

Jeanne ALDAUT

LIVRES

« L'amour en plus »

d'Elisabeth Badinter

Il s'agit d'une histoire de l'amour maternel en France du XVII^e siècle à nos jours, et de la tentative de démontrer que « l'amour maternel n'est qu'un mythe ». Car pour Elisabeth Badinter, il n'existerait aucun sentiment universel de la mère envers ses enfants et les comportements maternels ont beaucoup évolué au cours des siècles; c'est ce qu'elle entend montrer par son ouvrage.

C'est ainsi que le siècle, de son point de vue, le plus démonstratif, mais qu'elle choisit un peu arbitrairement, est le XVIIe siècle, qu'elle caractérise comme le siècle de l'indifférence, puisqu'à cette époque les nouveaux-nés sont placés dès la naissance en nourrice, le plus souvent loin de la mère qui se désintéresse totalement d'eux jusqu'à ce qu'ils deviennent plus grands, âge où on les confie à un internat pour les garçons ou à un couvent pour les filles, afin de faire ainsi leur éducation, à moins que la famille soit assez riche pour s'offrir les bons soins d'un précepteur. Et cette situation durera jusqu'au milieu du XVIIIº siècle, période à laquelle l'amour maternel et les soins maternels commencent à être mieux considérés. Pour les bourgeoises et même quelques femmes de l'aristocratie, ce n'est plus déchoir que de s'occuper de son enfant, cela devient même une mode de l'allaiter soi-même.

D'après l'auteur, ce sont les femmes de la moyenne bourgeoisie qui sont les premières à prendre en main l'éducation de leurs enfants. Elles y voyaient, affirme-telle, l'occasion d'une promotion, d'une émancipation en devenant le pivot central de la famille. Ce rôle maternel

sera ainsi valorisé au XIXe siècle et jusqu'à nos jours avec le triomphe de la classe bourgeoise. On tiendra à culpabiliser la « mauvaise » mère, celle qui ne s'occupe pas de son foyer et ne consacre pas l'essentiel de son temps à ses enfants.

Mais pour Elisabeth Badinter, avec la période actuelle, un profond changement de mentalité est survenu, puisque l'amour paternel a fait désormais son apparition. Le fait que le père ne laisse plus seule la mère assumer la charge de la maison et des enfants, le fait que de ce point de vue, on tende de plus en plus vers l'identification de l'homme et de la femme, pourrait même être, pour l'auteur, à l'origine d'une « nouvelle condition humaine » pour l'avenir.

Le livre d'Elisabeth Badinter présente un certain intérêt, du moins dans les limites de la petite société décrite par l'auteur. Car L'amour en plus est non seulement limité à la France depuis trois siècles, mais ce n'est pas non plus l'histoire de l'ensemble de la société de ce pays aux époques en question, mais celle des idées dominantes et de leur évolution au sein des seules classes possédantes.

Son ouvrage repose essentiellement sur des témoignages et des prises de position des intellectuels, écrivains, philosophes des époques concernées. Et pour être vivants et significatifs, ils ne reflètent que très imparfaitement la réalité de leur époque. Cela, même lorsque l'auteur s'appuie sur des rapports de police, comme ce rapport de 1780 qui affirme qu'à Paris, sur 21 000 enfants qui naissent annuellement, 1 000 sont nourris par leur mère, 1 000 sont allaités par histoire de l'amour maternel • XVII^e-XX^e siècle





des nourrices à demeure et tous les autres envoyés au loin dès la naissance. Ce rapport sans doute tendrait à prouver que la nourrice apparaissait bien à l'époque comme le recours de toutes les femmes de toutes les classes sociales, mais c'est ne pas tenir compte des femmes du peuple. Quoi qu'en disent les rapports de police, il est plus que probable que l'immense majorité des femmes pauvres n'avaient pas d'autre choix possible que celui de nourrir elles-mêmes leur enfant, n'ayant probablement pas les moyens de se payer les services d'une nourrice.

C'est ainsi qu'à partir de faits sans doute intéressants et véridiques, l'auteur tire des généralisations par contre le plus souvent excessives et peu probantes.

Pour elle, l'amour maternel ne serait qu'une pure condition sociale. Là encore, c'est manifestement une exagération et tout dépend de ce qu'on entend par là. Le comportement de la femelle qui défend ses petits au péril de sa vie, les nourrit et les protège jusqu'à ce qu'ils soient de taille à se défendre et se débrouiller seuls, n'est pas ce que l'auteur étudie. Pour

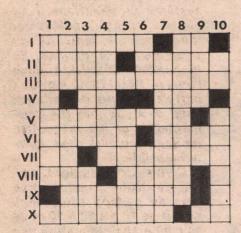
tant il s'agit d'un comportement biologique qu'on retrouve chez l'être humain à l'égal d'autres espèces animales. Sans doute l'être humain est aussi un être social et sur la base de ce comportement biologique a pu développer quelque chose de très différent de ce comportement: l'homme et la femme, grâce à leur cerveau complexe, dominent plus ou moins les contraintes biologiques, mais toujours en les acceptant. Et la mère qui a porté son enfant, l'a mis au monde et allaité, peut avoir d'autres relations physiques et affectives avec son enfant, que le père ne connaîtra jamais que par personne interposée. Cela n'entraîne pas, bien sûr, qu'une femme aimerait « mieux » ses enfants que les hommes, ou « mieux » que toute personne équilibrée n'aimerait pas les enfants en général, y compris ceux des autres. Mais les données biologiques existent, et vouloir les gommer n'est sûrement pas souhaitable. Espérer un monde « unisexiste » comme le propose Elisabeth Badinter, c'est quasiment faire du racisme à l'envers à l'encontre de la femme. Telle n'est sans doute pas son inten-

tion. Mais c'est cependant dans la logique de son raisonnement qui voudrait inverser le trop célèbre maman coud et papa bricole. Sans doute cela peut-il s'inverser, maman peut bricoler si le cœur lui en dit et papa coudre, mais l'égalité entre les sexes n'implique pas que l'homme remplace la femme dans toutes ses fonctions, ni que la femme se masculinise. Revendiquer une société dans laquelle tous ses membres tendent à ressembler à un modèle unique, unisexe, unitaille et pourquoi pas d'une seule couleur de peau, est contradictoire avec la liberté que revendique Elisabeth Badinter pour l'homme et la femme.

Car une autre société, dans laquelle l'homme et la femme auraient des relations réellement égales, comme le souhaite E. Badinter, impliquerait non pas l'uniformisation de l'être humain, mais au contraire que les différences ne soient plus une tare, pas plus les différences de sexe que d'âge ou de couleur de peau.

Cécile BERNIER L'amour en plus d'Elisabeth Badinter. Ed. Flammarion. 65 F.

Mots croisés



HORIZONTALEMENT. — 1. Fieffé possesseur. Vont avec les coutumes. — 2. Porte le nom de sa mer. Fraîche dans le désert. — 3. Remplit l'estomac. — 4. Abréviation cinématographique. Période. — 5. (se) vantera. — 6. L'or en a provoqué plus d'une. Au bout de la ligne. — 7. Indique une succession. Pullule. — 8. De la terre... ou de mer. Biffé. — 9. Autorisées. — 10. Tribunal. Protège de

VERTICALEMENT. — I. Ouvertures. — II. Moi. Tables de sacrifices. — III. Celle de Marx est capitale. Près de. — IV. S'écarter de la règle. Soldat d'outre-Atlantique. — V. Utiliseras. — VI. Obligation. Difficile à garder pour soi. — VII. Diffères. — VIII. Trop d'intérêts. — IX. Peu recommandé quand il est triste. On y écoute beaucoup. — X. Pronom réfléchi. Existante.

Solution du problème précédent

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	
- 1	P	R	1	N	T	A	N	1	E	R	
- 11	The second	5000.0	N				E				
111	1	C	T	E	R	E		D	R	A	
IV	M	1	E	L		R		U	E	R	
٧	E	N	G	A	G	E	M	E	N	T	A.
VI	V	E	R		1	S	0		7	1	
VII	E		A		R		R		E	S	
VIII	R	A	L	L	0	N	G	E	N	Т	
IX	E	M	E	U		0	U	S	T	E	To the state of th
X	Ş	E	S	S		L	E			S	

LES MARINS-PÊCHEURS EN GREVE CONTRE LES ARMATEURS ET LE GOUVERNEMENT

La grève des marinspêcheurs qui a débuté dans le port de Boulogne se durcit et s'étend à tous les ports de la côte de la Manche, de Boulogne jusqu'à Calais et Granville. Quelle est l'origine de ce conflit social qui a débuté le lundi 4 août ?

Sous prétexte d'une hausse très importante du prix du carburant, les armateurs sont allés pleurer misère auprès du gouvernement pour qu'il leur accorde une aide qui leur permettrait de faire face à la concurrence internationale. Le 2 avril, le ministre des Transports, Joël Le Theule, qui a la tutelle de la marine marchande, a fait adopter par le Conseil des ministres un plan draconien: il proposait un plan d'aide financier à condition que les patrons de l'industrie de la pêche allègent la masse salariale, les frais de débarquement et économisent sur le carburant.

Comment cela devait se traduire pour les marins? Le président des armateurs de Boulogne s'est chargé d'annoncer la couleur sans aucune gêne: « Nous avons été amenés à proposer une alternative aux marins: ou bien une réduction importante des effectifs qui passeraient de 22 à 18 hommes par bateaux. Ou une diminution moindre mais une participation de 10 % au poste de carburant ».

C'était clair. Les armateurs entendaient faire payer la note de la crise aux marinspêcheurs. Mais ceux-ci ne l'entendaient pas de la même façon, et c'est ainsi que le conflit a démarré.

Le 6 août, ils refusaient le compromis que les syndicats CGT et CFDT avaient élaboré avec les armateurs en réunion paritaire : « l'annulation



Le conflit s'étend... les pêcheurs de Honfleur et Trouville ont bloqué à leur tour l'entrée de leur port. (ph. AFP)

de 10 % du fuel et les effectifs à 20 personnes ». Pour les marins pas question de descendre au-dessous d'un effectif de 22 marins. La convention collective portuaire de Boulogne elle-même estimait en 1975 que ce n'était pas de trop d'être 22 pour faire le travail sur un bateau de 50 mètres.

C'est qu'en effet les marins ne luttent pas pour conserver des privilèges, mais bien pour ne pas aggraver des conditions de travail à la limite de la résistance humaine.

Douze jours de travail en mer suivis de quelques jours de repos, jamais plus de trois, et tout recommence. Une journée ou deux pour se rendre sur les lieux de pêche et ce sont des journées de travail illimitées coupées de quelques heures de sommeil seulement. Par des vents violents, une mer parfois très dure, il faut tirer les filets, remonter le poisson, le trier, l'ouvrir, dans l'humidité et le froid. En fond de cale, il faut vider la centaine de tonnes de

poissons qui défilent sur un tapis roulant, les calibrer, les glacer, les ranger dans les caisses en plastique qui en garantissent la fraîcheur.

Pour ne pas être balayé par les vagues, il est nécessaire de s'accrocher sur le pont et la limite est étroite d'un travail dur et d'un travail mortel.

Et ce bagne du XX° siècle est rémunéré pratiquement au SMIC augmenté de la « part », c'est-à-dire d'une participation sur les ventes du chalutier. Mais si la pêche est mauvaise ou si les cours ont baissé, c'est tout cela en moins pour les marins.

Travailler à 18 au lieu de 22, ce serait aggraver les conditions de travail et les risques.

Le gouvernement, lui, se moque de la vie des marins. Il ne voit que les intérêts des armateurs qu'il défend au nom de la sauvegarde de la « pêche française ».

Reste à savoir si le gouvernement et les armateurs auront le dernier mot.

GII LANNOU

Boulognebloqué

Depuis mercredi 6 août, les marins ont bloqué le port. L'écluse du quai Loubet est fermée, et tous les chalutiers à quai.

Mais aussi, jour et nuit, des équipes se sont relayées pour bloquer les camions de livraison. A l'origine, la CGT et la CFDT, qui mènent la lutte ensemble, avaient décidé de ne bloquer que le poisson surgelé et de laisser passer le poisson frais, produit de la pêche des petits chalutiers. Mais les marins ont tout bloqué de fait. Et par ailleurs, les transporteurs et les marayeurs ont vite renoncé.

A l'heure où nous écrivons, il n'y a même plus besoin de piquets de surveillance munis de planches à clous: le port est effectivement mort. Plus un camion ne se présente.

Et l'on découvre l'importance qu'avaient les neuf cents marins-pêcheurs de Boulogne. Près de 5 000 travailleurs et travailleuses des conserveries et du surgelé se trouvent au repos forcé. Pour beaucoup, cela sera pris sur les congés. Mais les réflexions ne sont pas hostiles aux pêcheurs, bien au contraire. Les marinspêcheurs sont plutôt bien vus à Boulogne: « Ils ont raison de ,se défendre ». « Ce sont des sacrés travailleurs. S'ils se mettent à arrêter le travail, c'est que c'est du sérieux ».

Même les petits artisans qui se retrouvent, eux aussi, au chômage, faute de pouvoir sortir leur poisson du port, ne leur en veulent pas : la solidarité des pêcheurs joue à plein.

Le lundi 11 août, par exemple, seuls deux bateaux sont sortis, et ont vendu leur poisson presque en contrebande à des restaurateurs.

A l'heure où nous écrivons, une grève interprofessionnelle est prévue le mercredi 13 août, l'après-midi. Et bien que nous soyons au mois d'août, la manifestation promet d'être un succès.

Les commerçants préviennent déjà leurs clients qu'ils fermeront boutique, par solidarité.

Correpondant LO

« Le poisson » et « the fish » subtile différence

C'est la CGT qui semble avoir le plus d'influence sur les marins. Ses militants sont connus comme « des marins qui ne se laissent pas faire ». Mais la CGT n'utilise pas cette influence que dans l'intérêt des marins.

L'ennemi, ce ne sont pas seulement les armateurs, ce sont aussi... les Anglais ! Ce sont les Anglais qui, d'après les militants du PCF et de la CGT, « pêchent notre poisson » et viennent « nous le revendre » !

Mais cette propagande chauvine paraît d'autant plus dérisoire que 75 % des captures des chalutiers boulonnais sont réalisées dans les eaux irlandaises et anglaises. Et il est bien difficile, même pour un marin à l'œil exercé, de différencier un hareng français d'un hareng anglais!

Correspondant LO

Renault-Billancourt

Opération déménagement : cent CRS pour trois machines

Le mardi 12 août vers 18 h 30, plus d'une centaine de CRS armés de pied en cap investissaient les rues de l'usine Renault de Billancourt. Tout ce déploiement de forces pour permettre à la direction de la Régie de déménager trois machines du département 14, secteur dont les travailleurs sont en vacances.

Au milieu de la semaine précédente, lors d'une première tentative de déménagement de la direction, le semi-remorque chargé des trois machines avait été bloqué dans le département 14 et les portes d'accès soudées par des syndicalistes CGT. Les portes désoudées, puis resoudées, la petite guerre durait depuis plusieurs jours.

Mais le mardi 12 août, la direc-

tion semblait avoir bien préparé son coup, car avec les CRS, les cadres, mobilisés, étaient là, le petit doigt sur la couture du pantalon. Et en fin de compte, la direction réussissait.

Le lendemain de ce déménagement musclé, à 9 h 30, la CGT appelait à un meeting de protestation. Bien que la majorité du personnel soit en vacances, plusieurs centaines de travailleurs se sont rassemblés sous la pluie au carrefour Zola. L'orateur de la CGT déclarait que la direction montrait sa faiblesse en appelant les CRS. Selon lui, tout cela faisait partie de la « casse » de Billancourt dont les effectifs sont passés de 40 000 à 28 000 en quelques années. Pour la CGT, pas question de laisser partir les machines du département 14. Mais comme il ne serait pas possible de s'opposer aux CRS, l'orateur appelait les travailleurs à être vigilants et à prévenir la CGT des départs des machines parce que, concluait-il, la « lutte » doit continuer contre la « casse » de Billancourt et pour la réintégration de Certano.

Mais comment la CGT voit l'avenir de cette lutte? Qu'est-ce que la CGT propose d'autre aux travailleurs que la « vigilance »? Quelles sont les actions qui, à son avis, seraient susceptibles de faire reculer et céder la direction? L'orateur de la CGT a gardé tout cela pour lui.

Correspondant LO



Meeting de protestation dans l'usine de Boulogne-Billancourt contre le licenciement du secrétaire CGT : M. Certano. (ph. AFP)